



Rapport Annuel



Exercice 2017



Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2018

Groupe Gévelot

	pages
Administration	2
Sociétés du Groupe	3
Ordre du jour de l'Assemblée Générale	4
Panorama de l'exercice 2017	5

Comptes 2017

Rapport de gestion et sur le gouvernement d'entreprise	7
Comptes consolidés au 31 décembre 2017	15
- Rapport des Commissaires aux Comptes	47
Comptes sociaux au 31 décembre 2017	51
- Rapports des Commissaires aux Comptes	69

Résolutions soumises à l'Assemblée Générale

75

Société Anonyme au capital de 28 717 500 euros

Siège social, Direction et Administration :

6, boulevard Bineau

92300 Levallois-Perret

562 088 542 RCS Nanterre - SIRET N° 562 088 542 00369

www.gevelot-sa.fr

Exercice 2017

Administration Gévelot S.A.

Conseil d'Administration

Président-Directeur Général	Mario MARTIGNONI
Administrateurs	Roselyne MARTIGNONI
	Claudine BIENAIMÉ
	Armelle CAUMONT-CAIMI
	Charles BIENAIMÉ
	Pascal HUBERTY
	Jacques FAY

Direction

Directeur Général	Mario MARTIGNONI
Directeur Général Délégué	Philippe BARBELANE

Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit (PwC)
représenté par Yan RICAUD
RSM PARIS
représenté par Régine STEPHAN et Stéphane MARIE

Listing Sponsor

Société de Bourse Gilbert Dupont
Représentée par Jérôme GUYOT

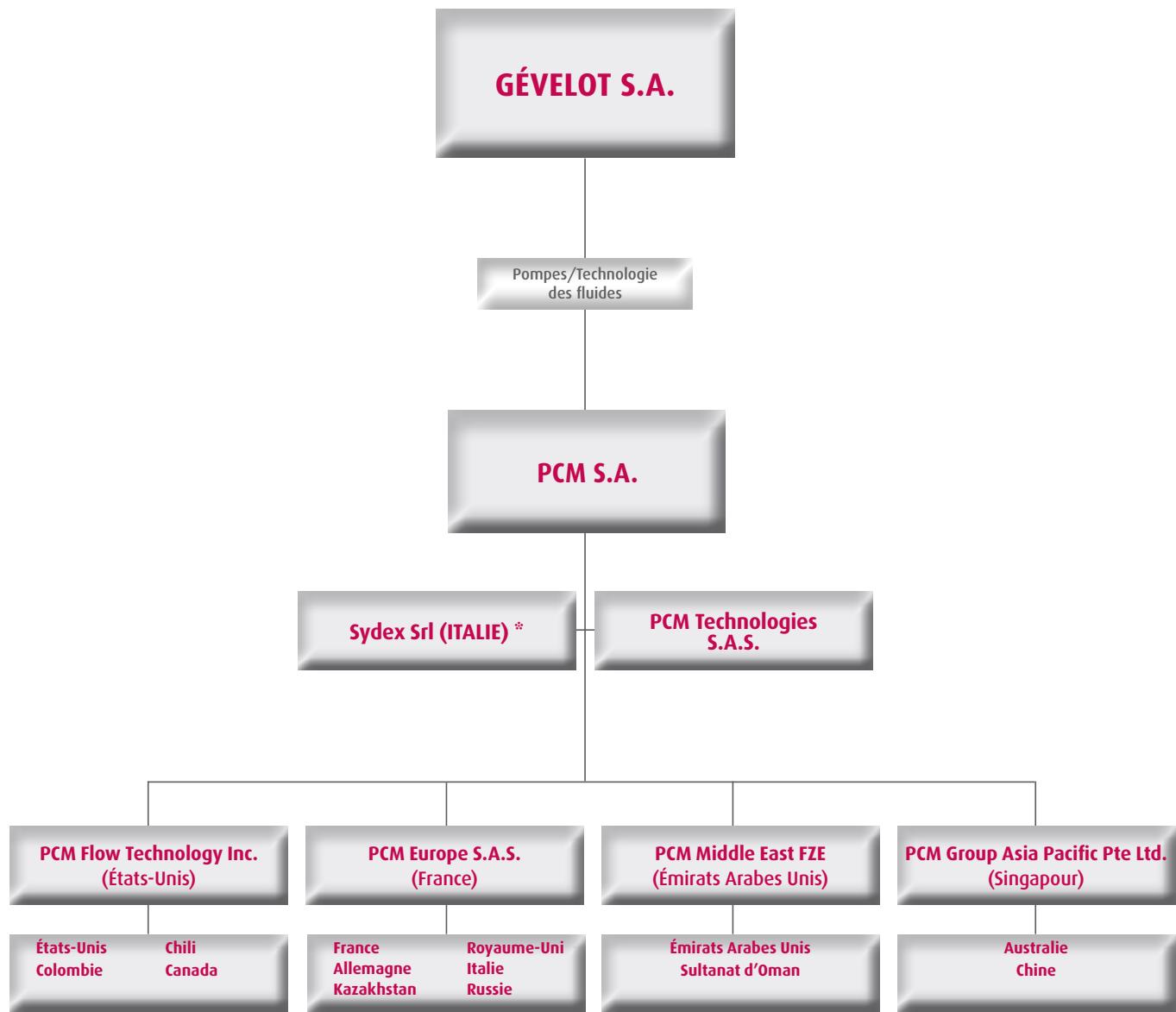
Dirigeants des Filiales

Secteur EXTRUSION ^(*)	Patrick LHUILLERY
Secteur POMPES	Mario MARTIGNONI

^(*) secteur cédé le 28 novembre 2017

Sociétés du Groupe

Au 12 avril 2018



^(*) Société acquise à 55 % au deuxième semestre 2016

Ordre du jour

de l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2018

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

- Rapport de gestion du Conseil d'Administration sur la marche de la Société pendant l'exercice 2017,
- Rapports des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Sociaux et Consolidés de cet exercice,
- Approbation des Comptes Sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- Approbation des Comptes Consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- Approbation des Conventions visées à l'Article L.225-38 du Code de Commerce,
- Affectation des résultats de l'exercice 2017,
- Quitus aux Administrateurs,
- Administrateurs,
- Pouvoirs,
- Questions diverses.

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

- Délégation de pouvoir à consentir au Conseil d'Administration en vue de réaliser une augmentation de Capital réservée aux Salariés adhérents d'un Plan d'Epargne d'Entreprise du Groupe,
- Examen d'un projet de Résolution visant à proroger l'âge limite pour exercer les fonctions d'Administrateur (Article 13 des Statuts).

Panorama du Groupe Gévelot

Chiffres clés annuels

(en milliers d'euros)	2017	2016 Retraité ⁽¹⁾	Variation 2017/2016 en %	2016 Publié	2015 Publié
Groupe					
Chiffre d'affaires hors taxes	89 486	91 239	(1,9)	196 333	206 870
Part réalisée hors France	67 246	69 194	(2,8)	134 112	142 071
EBITDA	2 955	6 794	(56,5)	20 304	13 119
Résultat opérationnel courant	3 505	5 818	(39,8)	12 935	7 824
Autres produits et (Charges) opérationnels ⁽²⁾	21 100	9 416		1 269	(4 575)
Résultat opérationnel	24 605	15 234		14 204	3 249
Résultat financier	(1 710)	1 321		796	(3 022)
Résultat courant avant impôts	22 895	16 555		15 000	227
Résultat net des activités poursuivies	14 485	15 148		14 566	(3 590)
Résultat net des activités abandonnées ⁽³⁾	(12 539)	(582)		-	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	1 946	14 566		14 566	(3 590)
Part revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle	116	(55)		(55)	(1 160)
Résultat net revenant à l'entreprise consolidante	1 830	14 621		14 621	(2 430)
Résultat net par action des activités poursuivies (en euros)	17,51	18,53		17,82	(2,73)
Marge brute d'autofinancement	21 233	14 766	43,8	28 151	11 026
Capitaux propres	196 981	199 304	(1,2)	199 304	186 011
Endettement / Capitaux propres (en %)	6,6	20,4		20,4	22,0
Effectifs	631	586	7,7	1 251	1 287

⁽¹⁾ Les éléments de résultat du Secteur Extrusion sont reclassés conformément à la norme IFRS 5

⁽²⁾ dont :

- dépréciations d'Actifs Industriels - Norme IAS 36 -
- produits sur renégociation / résiliation contractuelles

⁽³⁾ dont Moins Value cession Secteur Extrusion

Gévelot S.A.	2017	2016	Variation 2017/2016 en %	2015
Chiffre d'affaires hors taxes	2 155	2 285	(5,7)	2 493
Résultat d'exploitation	312	425	(26,6)	467
Résultat financier	1 667	6 968		56 735
Résultat courant avant impôts ⁽⁴⁾	1 979	7 393		57 202
Résultat exceptionnel ⁽⁵⁾	(5 047)	(606)		(1 130)
Résultat net	(2 981)	9 070		57 074
Marge brute d'autofinancement	1 287	9 954	ns	58 534
Dividende net par action (en euros)	1,80	1,80		1,80
Effectifs	5	5		5

⁽⁴⁾ dont :

- Dividende exceptionnel
- Dépréciation Titres Participation

⁽⁵⁾ dont Cession Secteur Extrusion

Rapport de gestion et sur le gouvernement d'entreprise

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la Loi et aux Statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale pour vous rendre compte d'une part, de l'activité de notre Société et de ses Filiales au cours de l'exercice écoulé et soumettre à votre approbation les Comptes Sociaux ainsi que les Comptes Consolidés arrêtés au 31 décembre 2017, et d'autre part vous communiquer les informations relatives au Gouvernement d'Entreprise dans notre Société (Articles L.225-37-4 al.6 ; L. 225-68 al.6 et L. 226-10-1 du Code de Commerce).

Activités et Résultats du Groupe

Le contrat de cession du Secteur Extrusion conclu entre Gévelot SA et la Société Walor International SAS le 11 octobre 2017 (signing) est devenu effectif le 28 novembre 2017 (closing).

Le prix de cession de l'ensemble s'élève à 24 M€ incluant l'immobilier des sites français Gévelot Extrusion, propriété de Gévelot SA et est assorti d'une garantie d'actif et de passif plafonnée à 4 M€ qui expirera fin 2019.

Les comptes du Secteur Extrusion en termes de résultats sont reclassés dans un poste Résultat net des activités abandonnées. Les comptes de l'exercice 2016 ont été retraités à l'identique.

Le périmètre du Groupe est désormais composé de Gévelot SA (Holding) et du Secteur Pompes détenu au travers de sa filiale PCM SA.

**Le Chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2017 s'élève à 89,5 M€ contre 91,2 M€ en 2016, en repli de 1,9 %.
A périmètre et taux de change constants, le repli est de 2,9 %.**

Le Chiffre d'affaires du Secteur Pompes, à 89,4 M€, est en baisse de 2 % par rapport à l'année précédente. A périmètre et taux de change constants le repli est de 3 %.

L'activité Oil & Gas est en retrait, celle du marché Industry en faible progression et celle du marché Food en légère baisse.

Commentaires détaillés sur les résultats consolidés

Ces éléments sont présentés sur la base du nouveau périmètre.

Le Résultat opérationnel courant consolidé 2017 du Groupe s'établit bénéficiaire à 3,5 M€ contre 5,8 M€ en 2016. La Contribution du Secteur Pompes, en retrait, reste positive de 5,0 M€ (positive de 7,4 M€ en 2016). Des provisions sur actifs circulants à l'international expliquent une partie de ce retrait.

Le Résultat opérationnel 2017 est bénéficiaire de 24,6 M€ contre 15,2 M€ positif en 2016.

Il intègre l'indemnité reçue début 2018 sur la dénonciation en mai 2017 d'un contrat de fourniture dans le domaine de l'Oil & Gas (12,6 M€) et la fin de l'étalement de la deuxième partie résiduelle de l'indemnité liée à sa renégociation de fin décembre 2016 (9,5 M€).

En 2016, le résultat opérationnel avait été impacté par le premier effet positif de cette renégociation du contrat de fourniture Oil & Gas (9,5 M€).

Le Résultat financier consolidé 2017 est déficitaire de 1,7 M€ contre 1,3 M€ positif l'année précédente, en raison d'effets de change défavorables en 2017 et favorables en 2016.

En 2017, la charge nette d'impôts consolidée s'établit à 8,4 M€ contre 1,4 M€ en 2016.

Elle inclut 6,8 M€ de charges d'impôts exigibles, majorées de 1,6 M€ de charges d'impôts différés.

Le Résultat net consolidé de l'exercice 2017 des entreprises intégrées est bénéficiaire de 14,5 M€ contre 15,1 M€ bénéficiaire en 2016.

Le Résultat net de l'activité abandonnée (Secteur Extrusion) s'établit déficitaire à 12,5 M€ contre 0,6 M€ négatif en 2016.

La part du résultat revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle s'établit en 2017 positif de 0,1 M€ contre 0,1 M€ négatif en 2016.

Au final, le Résultat net consolidé part du Groupe de l'exercice 2017 est bénéficiaire à 1,8 M€ contre 14,6 M€ positif en 2016.

La Marge brute d'autofinancement, toujours positive, s'élève à 21,2 M€ contre 14,8 M€ en 2016.

La contribution des différents Secteurs d'activité aux résultats consolidés d'ensemble est développée dans l'Annexe des Comptes Consolidés (Note 18).

Investissements du Groupe

Par Secteur, les investissements 2017 se sont élevés :

- à 10,5 M€ à fin novembre 2017 contre 6,3 M€ en 2016 dans le Secteur Extrusion récemment cédé,
- à 1,0 M€ (dont 0,1 M€ Incorporels) contre 4,6 M€ (dont 0,6 M€ Incorporels) en 2016 dans le Secteur Pompes.

Emplois

Sur base du nouveau périmètre, les effectifs du Groupe au 31 décembre 2017, hors personnels temporaires, s'établissent à 631 personnes, dont 267 hors de France, contre 586 personnes, dont 236 hors de France, fin décembre 2016.

Structure bilantielle consolidée

Le total du bilan consolidé à fin 2017 s'établit à 291,0 M€ contre 351,8 M€ à fin 2016, soit une baisse de 60,8 M€.

Pour 2016, les éléments sont présentés sur la base des éléments publiés l'an passé (Secteur Extrusion inclus).

L'Actif non courant à 36,8 M€ est en baisse de 46,1 M€. Cette baisse est essentiellement due aux variations de périmètre pour 32,7 M€. De plus, elle est composée des dotations aux amortissements et dépréciations pour 7,7 M€, des sorties nettes d'actifs pour 5,5 M€ et des écarts de conversion négatifs pour 1,2 M€. Cette baisse est compensée partiellement par les investissements de la période qui s'élèvent à 1,0 M€.

L'Actif courant à 254,2 M€ est en baisse de 14,7 M€. Celle-ci est principalement due aux variations de périmètre (- 40,6 M€). Elle intègre la baisse des stocks pour 13,0 M€ (dont Secteur Extrusion -14,0 M€), des créances clients pour 26,8 M€ (dont Secteur Extrusion -16,6 M€), des autres débiteurs pour 1,7 M€ (dont Secteur Extrusion -2,3 M€), compensée par la hausse des actifs financiers courants et de la trésorerie pour 26,8 M€ (dont reclassement dépôts bancaires à plus de trois mois de 26,4 M€, et après impact Secteur Extrusion -7,7 M€).

Les Capitaux Propres à 197,0 M€ sont en repli de 2,3 M€, correspondant à + 1,9 M€ de résultat consolidé 2017, -1,5 M€ de dividendes servis à des tiers, -2,8 M€ d'écart de conversion et + 0,1 M€ de divers.

Les Provisions pour risques et charges, à 3,7 M€, sont en baisse de 7,7 M€. Hors effet de la cession du Secteur Extrusion, elles progressent de 1,1 M€.

Les Dettes à 90,3 M€ baissent de 50,8 M€ du fait des replis suivants : dettes financières (27,7 M€) (dont Secteur Extrusion -19,6 M€), dettes d'exploitation (23,8 M€) (dont Secteur Extrusion -16,6 M€) et dettes sur immobilisations (1,1 M€) (dont Secteur Extrusion -0,9 M€), compensés par la hausse des passifs d'impôts différés (+ 1,8 M€) (dont Secteur Extrusion + 1,7 M€).

Structure financière consolidée

La Structure financière nette consolidée à fin 2017 s'établit à 162,3 M€ contre 107,7 M€ en 2016, en hausse de 54,6 M€.

Cette progression intègre principalement les flux financiers liés à la cession du Secteur Extrusion soit + 22,8 M€ assortie d'une convention de garantie de 4 M€ pouvant être mise en œuvre avant fin 2019. De plus, elle est majorée des effets de la variation de périmètre sur endettement financier net de + 11,8 M€. Il est à noter dans le secteur Pompes un impact positif lié à la renégociation de ce contrat de fourniture Oil & Gas fin 2016 de 19,0 M€ et perçu début 2017.

L'Actif courant s'élève à 254,2 M€ contre des dettes envers les Tiers à moins d'un an d'un montant de 78,6 M€.

En synthèse, le ratio «Endettement/Capitaux Propres» s'établit à 6,6 % contre 20,4 % à fin 2016. La sortie du périmètre de consolidation fin 2017 de l'endettement du Secteur Extrusion explique en grande partie le changement de ce ratio financier.

Sur la base du nouveau périmètre, le ratio « Endettement / Chiffre d'affaires » s'élève à 14,5 % contre 23,1 % en 2016.

Activité de la Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot S.A., Société-Mère, est de 2 155 K€ en 2017 contre 2 285 K€ en 2016.

Les loyers à 1 401 K€ sont en baisse de 5,9 % (- 88,0 K€) sur l'an passé. Cette baisse est principalement liée à la résiliation en novembre 2017 des baux commerciaux avec Gévelot Extrusion du fait de la cession.

Les prestations facturées, à 754 K€, sont en baisse de 42 K€ (incidences de 11 mois de facturations au Secteur Extrusion contre 12 mois en 2016).

Les Produits d'exploitation s'établissent à 2 575 K€ contre 2 723 K€, en baisse de 148 K€.

Les Charges d'exploitation à 2 263 K€ contre 2 298 K€ en 2016 sont en baisse de 35 K€.

Le Résultat d'exploitation de l'exercice s'établit positif à 312 K€ contre 425 K€ positif en 2016.

Le Résultat financier est toujours positif et s'élève à 1 667 K€ contre 6 968 K€ en 2016.

Il est principalement constitué en 2017 d'un dividende de 1 502 K€ reçu de PCM SA (identique à celui de 2016), de pertes nettes de change de 124 K€ (581 K€ positif en 2016) et de produits financiers de 289 K€.

En 2016, un dividende exceptionnel de 4 500 K€ avait été reçu de la filiale allemande du Secteur Extrusion.

Le Résultat courant avant impôt ressort bénéficiaire de 1 979 K€ contre 7 393 K€ bénéficiaire en 2016.

Le Résultat exceptionnel est négatif à 5 047 K€ contre un négatif de 606 K€ en 2016.

Il intègre en 2017, 5,0 M€ d'effets négatifs nets liés aux cessions des actifs immobiliers industriels et des titres de participations du Secteur Extrusion à la société Walor International SAS.

Après une charge d'impôt sur les Sociétés de 997 K€ et la constatation de 1 084 K€ d'économie d'impôt liée au régime d'intégration fiscale, **la perte nette sociale de Gévelot SA s'établit en 2017 à 2 981 K€ contre un bénéfice net de 9 070 K€ en 2016.**

Activité des Filiales de la Société-Mère

Les principales informations concernant les filiales de Gévelot SA présentées ci-après sont extraites des Comptes Sociaux établis selon les règles locales.

Données financières (en milliers d'euros)

Filiales	Chiffre d'affaires	Résultat d'exploitation	Résultat financier	Résultat exceptionnel
Gévelot Extrusion S.A. (*)	60 378	294	(176)	247
Dold K. (Allemagne) (*)	35 788	1 812	(157)	-
PCM S.A.	1 599	(204)	4 776	12 378

Filiales	Résultat net	CAF	Invest. Industriels	Invest. Financiers
Gévelot Extrusion SA (*)	740	3 179	5 278	-
Dold K. (Allemagne) (*)	1 188	3 764	414	-
PCM SA	13 018	13 592	-	14 669

(*) données à fin novembre 2017

Effectifs au 31 décembre 2017

Filiales (personnel temporaire exclu)	Total
Gévelot SA (Holding)	5
PCM (France et Etranger)	626

Activités du Groupe en matière de recherche et de développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et de Développement concernent le Secteur Pompes et se sont élevées en 2017 à 1,9 M€ et ont généré des Crédits d'Impôts Recherche pour 0,5 M€.

En termes de Recherche et Développement, ce secteur a structuré sa politique de développement en lien avec les besoins des marchés, ceci en conformité avec le plan stratégique à cinq ans.

Les aménagements structurels des outils et processus de Recherche et Développement ont permis un gain significatif d'efficience dans la validation des différentes étapes de l'avancement des projets.

L'année 2017 a été marquée par la mise au catalogue de nouveaux produits qui viennent élargir l'offre sur les marchés Industry et Oil & Gas.

Perspectives du Groupe pour 2018

Pour le Groupe, 2018 constituera une année de transition.

Ainsi la cession du secteur Extrusion avec la fin de sa contribution positive au résultat, et dans le secteur Pompes la résiliation fin 2017 du contrat de fournitures majeur dans l'Oil & Gas, pourraient avoir des effets négatifs sur les activités et la profitabilité du Groupe.

Société-Mère

Le Chiffre d'affaires de Gévelot SA sera à nouveau constitué de produits locatifs et de prestations de service, mais en diminution du fait de la cession du Secteur Extrusion.

En termes de produits financiers, un dividende devrait être perçu de notre filiale pour un montant de l'ordre de 3,0 M€, en amélioration sur celui perçu en 2017.

Le Résultat net devrait redevenir bénéficiaire, hors opérations exceptionnelles éventuelles.

Secteur Pompes

L'activité de ce Secteur devrait être globalement stable d'après nos premières estimations.

Cependant, la résiliation du contrat de fournitures par un client majeur dans l'activité Oil & Gas pourrait avoir un effet négatif particulièrement dans le second semestre 2018.

Dans ce contexte, les efforts de rationalisation de ses coûts sur ses divers marchés seront à poursuivre.

Perspectives globales du Groupe

Le Groupe Gévelot met en œuvre les mesures nécessaires pour atteindre un Résultat bénéficiaire en 2018, hors éléments exceptionnels non identifiés à ce jour.

Gestion des Risques

Dans le cadre de la description des principaux risques auxquels le Groupe est confronté, les points suivants peuvent être retenus.

Risques Généraux

1. Risques Marché

L'activité spécifique des Pompes Pétrole est sensible aux variations du prix du baril. Une stabilité des prix pétroliers est à observer depuis quelques mois dans un contexte géopolitique toujours très incertain.

Les investissements dans les hydrocarbures n'ont pas repris depuis le pic de l'année 2014 même si le schiste américain continue de soutenir l'offre. Plusieurs pays ont entamé une diversification de leurs sources d'énergie.

Des investissements seraient notamment nécessaires dans l'extraction pour continuer d'alimenter la demande après 2020. Dans le cas contraire, le marché pourrait se contracter. La volatilité des prix pourrait alors revenir.

Les performances commerciales dans les autres domaines du secteur Pompes (marché Food et marché Industry) sont généralement liées à l'activité économique, en France comme à l'Etranger.

2. Risques Pays

Le Groupe est exposé aux risques Pays pour une partie de son activité, principalement dans le domaine du Secteur Parapétrolier, du fait, notamment, de sa présence dans des zones à risques géopolitiques importants (Moyen Orient, Afrique, Amérique Latine).

Risques Financiers

De par ses activités, le Groupe est exposé à différentes natures de risques financiers. Ces risques sont liés aux activités industrielles et commerciales du Groupe, à ses besoins de financement ainsi qu'à sa politique d'investissement notamment à l'international. Il s'agit principalement de risques de variations de taux de change et de taux d'intérêt.

1. Risques financiers liés aux activités industrielles et commerciales

- Risques de change opérationnels

Le Groupe Gévelot est exposé dans ses activités industrielles et commerciales aux risques financiers pouvant résulter de la variation des cours de change de certaines monnaies du fait de la localisation de son principal site de production en zone Euro et de ses zones de vente localisées dans le monde entier et impliquant des facturations en devises étrangères, principalement en Dollars américains ou canadiens.

La gestion du risque de change de l'activité des Pompes et Technologie des Fluides est basée sur un principe de facturation des

entités de production du Groupe aux entités de commercialisation dans la monnaie locale de ces dernières. Ces facturations inter-sociétés font l'objet d'une couverture de change à terme si les montants sont significatifs.

Le même principe est appliqué aux ventes hors Groupe pour la facturation en devises aux Clients. Des couvertures à terme sont mises en place dès la matérialisation d'une opération de vente en devises.

Le Groupe n'effectue pas d'opération de couverture de change ferme sur ses ventes futures ; la marge opérationnelle est donc sujette dans le futur à des variations en fonction de l'évolution des taux de change.

- Risques de change : Trésorerie, équivalents de Trésorerie

L'évolution des parités des devises Nord-Américaines a fait l'objet d'un suivi particulier et de placements sur des établissements bancaires de premier ordre.

- Risques de variation de prix

Le Groupe est sensible aux variations des cours de ses matières premières. Une hausse de ces cours a été constatée et pourra impacter de manière significative la marge opérationnelle. Le Groupe, afin d'en limiter l'impact, développe la multiplicité des sources d'approvisionnement à l'international.

- Risques de crédit

Le Groupe accorde une attention particulière à la sécurité des paiements des biens et services qu'il délivre à ses Clients.

L'activité du Secteur Pompes présente relativement plus de risques. Les Clients européens de PCM Europe SAS ne présentent pas de risques individuels significatifs et font généralement l'objet de systèmes de recouvrement par des sociétés spécialisées. Les grands Clients Export positionnés dans des zones à risques géopolitiques majeurs font l'objet d'un suivi spécifique.

2. Risques financiers liés aux opérations de financement

Le Groupe fait appel au Secteur bancaire pour les opérations de financement de ses activités industrielles et commerciales qui le nécessitent.

- Risques de variation de taux

Lorsque cela s'avère nécessaire, le Groupe met en place des outils de couverture de variation des taux d'intérêts pour les emprunts à taux variables d'échéance longue et de montant important. Pour cela, le Service trésorerie du Groupe analyse le portefeuille et suggère aux Filiales les outils appropriés (Swap de taux) pour limiter les risques futurs dans des limites de coûts appropriés et maîtrisés.

3. Risques financiers liés aux opérations d'investissements réalisées à l'étranger

- Risques pays

Le Groupe détient des actifs dans des pays où la stabilité politique et économique n'est pas assurée ; ces actifs ne représentent toutefois qu'une part non significative des actifs de l'ensemble du Groupe.

- Risques de change

Le Groupe détient des investissements à l'étranger, et hors de la zone Euro, dont les actifs nets sont exposés au risque de conversion des devises. Ces actifs nets situés aux USA, en Chine et au Proche et Moyen-Orient, ne font pas aujourd'hui l'objet de couverture particulière.

Informations sur les délais de paiement

(Factures reçues et émises non réglées)

Conformément à l'Article D441-4 du Code de Commerce, modifié par le Décret N° 2017-350 du 20 mars 2017 - art. 1, nous présentons dans le tableau ci-dessous la décomposition des dettes fournisseurs et des créances clients dont le terme est échu.

Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (Code de Commerce - Article D.441 I - 1°)						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1j et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées						5
Montant total des factures concernées TTC		3 K€	19 K€		25 K€	47 K€
% du montant total des achats TTC de l'exercice		0,15 %	0,97 %		1,25 %	2,38 %
% du chiffre d'affaires TTC de l'exercice						
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						
Montant total des factures exclues						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - Article L. 441-6 ou Article L. 44-1 du Code de Commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement		Délais contractuels conformes aux Conditions Générales d'Achat				

Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu (Code de Commerce - Article D.441 I - 2°)						
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1j et plus)
(A) Tranches de retard de paiement						
Nombre de factures concernées	3					
Montant total des factures concernées TTC	36 K€					
% du montant total des achats TTC de l'exercice						
% du chiffre d'affaires TTC de l'exercice	1,15 %					
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées						
Nombre des factures exclues						
Montant total des factures exclues						
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - Article L. 441-6 ou Article L. 44-1 du Code de Commerce)						
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement		Délais contractuels conformes aux Conditions Générales de Ventes				

Affectation des résultats

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale l'affectation des résultats suivante :

Déficit de l'exercice de	- 2 981 501,75 €
Report à nouveau antérieur de	17 328 166,94 €
Total à répartir	14 346 665,19 €
Dividende :	- 1 476 900,00 €

Solde du Report à nouveau après affectation : 12 869 765,19 €

Le dividende global s'élève donc à 1,80 € par action pour 820 500 actions soit 1 476 900 € et sera mis en distribution à partir du 27 juin 2018.

Conformément à l'Article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques domiciliées fiscalement en France prévu à l'Article 158-3, 2° du Code Général des Impôts.

Cet abattement n'est applicable qu'en cas d'option expresse, irrévocable et globale pour une imposition selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu lors du dépôt de la déclaration annuelle des revenus du bénéficiaire. A défaut d'une telle option, le dividende à distribuer à ces personnes physiques domiciliées fiscalement en France entre dans le champ d'application du nouveau prélèvement forfaitaire unique (PFU) instauré par la Loi de finances pour 2018 sans application de cet abattement de 40 %.

Avant la mise en paiement, le dividende est soumis aux prélèvements sociaux de 17,2 % et, sauf dispense dûment formulée par le contribuable, au prélèvement obligatoire non libératoire de 12,8 % prévu à l'Article 117 quater du Code Général des Impôts, à titre d'acompte de l'impôt sur le revenu.

Il est rappelé qu'il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices, ces dividendes étant intégralement éligibles à l'abattement de 40 % mentionné à l'Article 158.3.2° du Code Général des Impôts :

Exercice	Net	Crédit d'impôt	Nombre d'actions servies	Nombre d'actions globales
2014	1,80	pm	893 207	909 666
2015	1,80	pm	820 500	893 207
2016	1,80	pm	820 500	820 500

Bourse

Pendant l'année 2017, le cours de l'action, sur Euronext Growth Paris a évolué comme suit :

	Euros
Cours à fin 2016	145,00
Cours le plus bas	140,06
Cours le plus haut	218,80
Cours à fin 2017	198,70
Nombre de titres échangés en 2017	35 365
Nombre de titres échangés en 2016 ^(*)	29 105

^(*) dont rachat de 10 Actions pour annulation

Au 29 mars 2018, le cours de l'action était de 199 € avec un volume d'échange constaté depuis le début de l'année de 20 720 titres.

Actionnariat

Au 31 décembre 2017, la Société Gévelot est contrôlée à hauteur de plus des deux tiers du capital à travers principalement :

- la Société SOPOFAM, plus du tiers,
- la Société ROSCLODAN, plus du vingtième,
- la Société CAPRIONA, plus du vingtième du capital social.

Suite à l'annulation des 72 707 actions autodétenues de fin 2015 à début 2016, décidée par le Conseil d'Administration du 13 avril 2017, le Capital social de Gévelot SA se compose désormais de 820 500 actions de 35 euros de nominal, soit 28 717 500 euros.

Informations sur les actions autodétenues à fin 2017

Nombre d'actions autodétenues en début d'exercice	72 707
Nombre d'actions achetées en 2017	0
Nombre d'actions vendues en 2017	0
Nombre d'actions annulées en 2017	72 707
Nombre d'actions autodétenues à la clôture 2017	0

L'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2017 (11^{ème} Résolution) avait donné délégation au Conseil d'Administration pour mettre en œuvre un nouveau programme de rachat d'actions en vue d'annulation (10 % maximum des actions composant le Capital social pour un montant maximum de 13 M€).

Au 31 mars 2018, aucune acquisition n'a été réalisée dans ce cadre.

Aucune des Sociétés contrôlées par Gévelot ne détient d'action de cette Société.

Le Capital de la Société ne fait l'objet d'aucune détention par le Personnel du Groupe, quels qu'en soient le cadre et l'origine.

Projet de modification concernant le Capital Social

Au 31 décembre 2017, les Salariés détenant moins de 3 % du capital de la Société, l'Assemblée Générale doit se prononcer sur un projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital leur étant réservée (L. 225-129-6 al. 2 du Code de Commerce).

Une Résolution de même nature ayant été proposée et rejetée lors de l'Assemblée Générale Mixte de 2015, conformément à l'obligation périodique de trois ans, une nouvelle Résolution en ce sens sera proposée à la prochaine Assemblée Générale Mixte.

Augmentation de Capital réservée aux Salariés

Cette Résolution à caractère extraordinaire a pour objet une décision à prendre, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'Article L. 225-129-6 du Code de Commerce, concernant une augmentation de Capital réservée aux Adhérents d'un Plan d'Epargne d'Entreprise du Groupe à créer le cas échéant.

Le Conseil d'Administration se tiendra à la disposition des Actionnaires pour tous renseignements complémentaires.

Conséquences sociales et environnementales de l'activité

Aucune des sociétés du Groupe, ne dépassant à elle seule en 2017 les seuils en termes de salariés et de chiffre d'affaires (seuils d'application définis par la Loi «Grenelle II» du 12 juillet 2010 et de son Décret d'application du 24 avril 2012), il n'y a pas d'obligation, pour le Groupe Gévelot, de publier au titre de l'exercice 2017 un Rapport (dit RSE) sur les Conséquences Sociales, Environnementales des activités du Groupe et sur ses engagements sociétaux en faveur du développement durable.

En revanche, le Groupe Gévelot y sera tenu au titre de l'exercice 2018 en application de l'Ordonnance de juillet 2017 définissant un nouveau périmètre des sociétés concernées par l'obligation de produire une Déclaration de performance extra-financière.

^(*) Fonctions ayant pris fin le 28 novembre 2017

Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Holding

L'offre locative sera poursuivie sur notre bien immobilier tertiaire de Levallois-Perret pour la surface libérée en fin d'année 2018.

Le programme de rachat d'action voté en Juin 2017, non utilisé à la date du Conseil d'Administration arrêtant les comptes, a été réactivé courant Avril 2018. Dans ce but, un contrat d'intermédiation a été signé avec notre nouveau Listing Sponsor afin de le mettre en œuvre.

Secteur Pompes

Le développement international et la recherche de nouvelles diversifications, en fonction d'opportunités stratégiques, restent au cœur des réflexions.

Gouvernement d'entreprise

MiddleNext

En termes de Gouvernance, Gévelot SA suit les recommandations du Code de Gouvernance d'Entreprise « MiddleNext » depuis avril 2014 (Code révisé en septembre 2016).

Modalités d'exercice de la Direction Générale

Depuis le choix du mode moniste par le Conseil d'Administration d'octobre 2002, le Président du Conseil d'Administration assume également la Direction Générale.

Un Directeur Général Délégué a été désigné par le Conseil d'Administration sur proposition du Président-Directeur Général depuis lors.

Fonctionnement des Organes Sociaux

Le Conseil d'Administration comprend sept membres dont trois femmes et quatre hommes.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois en 2017.

Administrateurs et Mandataires Sociaux

Il sera proposé une Résolution à caractère extraordinaire ayant pour objet de modifier l'âge limite pour exercer les fonctions d'Administrateur en le portant de 78 à 85 ans.

En cas d'approbation de cette Résolution, l'Article 13 des Statuts sera modifié en conséquence.

De plus, il sera soumis à cette même Assemblée Générale, le renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Claudine BIENAIMÉ et de Messieurs Charles BIENAIMÉ et Pascal HUBERTY.

Liste des mandats et fonctions exercés

En application des dispositions de l'Article L 225-102-1 du Code de Commerce, nous vous rendons compte ci-dessous des fonctions exercées par chacun des Mandataires Sociaux de la Société Gévelot au cours de l'exercice écoulé.

Monsieur Mario MARTIGNONI, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Président-Directeur Général et Administrateur de PCM SA
- Administrateur de Gévelot Extrusion ^(*)
- Administrateur et Président du Conseil d'Administration de PCM Group Italia Srl (Italie)
- Administrateur de PCM Kazakhstan LLP (Kazakhstan)
- Administrateur de PCM Muscat LLC (Oman)
- Administrateur de PCM Middle East FZE (E.A.U.)
- Administrateur de PCM Flow Technology Inc. (Etats Unis)
- Administrateur de PCM Group Asia-Pacific (Singapour)
- Administrateur d'Amik Oilfield E. & R. Ltd (Canada)
- Administrateur de PCM Trading Shanghai Co. Ltd (Chine)

- Administrateur de PCM Suzhou Co. Ltd. (Chine)
 - Administrateur de Sydex Srl (Italie)
- Fonctions hors Groupe :
- Président-Directeur Général de Sopofam SA

Monsieur Philippe BARBELANE, Directeur Général Délégué, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de Gévelot Extrusion^(*)
- Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe : néant

Madame Claudine BIENAIMÉ, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de Gévelot Extrusion^(*)
- Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe :

- Membre du Conseil de Surveillance de Publicis Groupe SA
- Membre du Comité d'Audit de Publicis Groupe SA
- Membre du Comité de Rémunération de Publicis Groupe SA

et par ailleurs :

- Président-Directeur Général de la Société Immobilière du Boisdormant SA
- Administrateur et Directeur Général Délégué de :

 - Rosclodan SA
 - Sopofam SA

- Gérant de la SCI Presbourg Etoile

Madame Roselyne MARTIGNONI, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de Gévelot Extrusion^(*)
- Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe :

- Administrateur de Sopofam SA
- Administrateur de Rosclodan SA

Monsieur Charles BIENAIMÉ, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de Gévelot Extrusion^(*)

Fonctions hors Groupe :

- Directeur Général Délégué de la S.E.G.F.M (Société d'Etudes et de Gestion Financière Meeschaert)
- Directeur Général de Meeschaert Family Office (France)
- Administrateur de Meeschaert Family Office (Belgique)
- Membre du Directoire de la Financière Meeschaert

et par ailleurs :

- Président - Directeur Général de Rosclodan SA

Monsieur Jacques FAY, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de Gévelot Extrusion^(*)
- Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe : néant

Monsieur Pascal HUBERTY, Administrateur, n'exerce pas d'autre fonction au sein du Groupe

Fonctions hors Groupe :

- Business Development Manager Division Groupe Coveris
- Gérant de Société

Madame Armelle CAUMONT-CAIMI, Administrateur, exerce au sein du Groupe les fonctions suivantes :

- Administrateur de PCM SA

Fonctions hors Groupe : néant

Conventions conclues avec les mandataires sociaux

(Art. L.225-37-4, 2^o du Code de Commerce)

Il s'agit des conventions sauf celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Il n'existe aucune convention intervenue, directement ou par personne interposée, entre l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% d'une société et une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital.

Délégations en cours de validité pour les augmentations de capital

Néant.

Autre délégation en cours de validité

Dans le cadre de l'adoption le 15 juin 2017 de la onzième Résolution de l'Assemblée Générale Mixte du même jour, le Conseil d'Administration a reçu délégation de mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions en vue d'annulation (rachat autorisé de 10 % maximum des actions composant le Capital Social pour un montant total maximum de 13 millions d'euros) (Validité : 15 décembre 2018).

Au 31 mars 2018, aucune action n'a été rachetée.

De même, la douzième Résolution adoptée lors de l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2017 a confié au Conseil d'Administration délégation pour annulation des actions éventuellement rachetées (Validité : 15 juin 2019).

Autres informations juridiques et fiscales

Charges non déductibles

(Articles 39-4 et 223 quater du CGI)

Pour Gévelot S.A., les réintégrations de frais généraux dans le bénéfice fiscal imposable au cours de l'exercice 2017 se sont élevées à 38 263 € contre 44 133 € en 2016.

Le dépôt de ce Rapport au Greffe du Tribunal de Commerce sera effectué conformément à la Loi.

Le Conseil d'Administration

(*) Fonctions ayant pris fin le 28 novembre 2017

Comptes consolidés au 31 décembre 2017

Bilan consolidé au 31 décembre 2017

(Référentiel IFRS)

ACTIF

(en milliers d'euros)		Montant net au 31.12.2017	Montant net au 31.12.2016
Ecarts d'acquisition	Note 4	1 795	1 827
Immobilisations incorporelles	Note 4	1 261	4 510
Immobilisations corporelles	Note 4	32 993	72 927
Actifs financiers non courants	Note 5	449	1 492
Actif d'impôt différé	Note 14	181	2 004
Participations dans des entreprises associées		76	118
TOTAL ACTIF NON COURANT (I)		36 755	82 878
Stocks et en-cours	Note 6	27 105	40 145
Créances clients et comptes rattachés	Note 7	47 544	74 317
Autres débiteurs	Note 8	4 350	6 001
Créance d'impôt exigible	Note 14	-	46
Actifs financiers courants	Note 5	68 105	41 387
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 9	107 112	106 992
TOTAL ACTIF COURANT (II)		254 216	268 888
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)		290 971	351 766

PASSIF

(en milliers d'euros)		Montant net au 31.12.2017	Montant net au 31.12.2016
Capitaux propres attribuables à la société consolidante		194 992	197 433
Capitaux propres attribuables aux intérêts ne conférant pas le contrôle		1 989	1 871
TOTAL DE L'ENSEMBLE DES CAPITAUX PROPRES (I)		196 981	199 304
Provisions non courantes	Note 11	2 697	10 028
Passifs financiers non courants	Note 13	9 883	21 946
Passif d'impôt différé	Note 14	1 816	-
TOTAL PASSIF NON COURANT (II)		14 396	31 974
Dettes fournisseurs d'exploitation		11 189	21 437
Dettes fournisseurs d'immobilisations		-	1 108
Provisions courantes	Note 11	1 031	1 407
Autres crébiteurs	Note 10	64 063	76 824
Passif d'impôt exigible	Note 14	247	976
Passifs financiers courants	Note 13	3 064	18 736
TOTAL PASSIF COURANT (III)		79 594	120 488
TOTAL DETTES (II+III)		93 990	152 462
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)		290 971	351 766

Les notes n° 1 à 27 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Résultat consolidé au 31 décembre 2017

(Référentiel IFRS)

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)		Exercice 2017	Exercice 2016
Chiffre d'affaires	Note 18	89 486	91 239
Autres produits de l'activité courante	Note 15	5 477	5 659
Produits de l'activité courante	Note 15	94 963	96 898
Charges opérationnelles courantes	Note 16	(91 458)	(91 080)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	Note 18	3 505	5 818
Autres produits opérationnels	Note 18	22 134	9 506
Autres charges opérationnelles	Note 18	(1 034)	(90)
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	Note 18	24 605	15 234
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		390	532
Coût de l'endettement financier brut		(184)	(318)
Coût de l'endettement financier net		206	214
Autres produits financiers		3 827	3 560
Autres charges financières		(5 743)	(2 453)
RÉSULTAT FINANCIER	Note 17	(1 710)	1 321
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS DES ENTREPRISES INTÉGRÉES	Note 18	22 895	16 555
(Charge) / produit d'impôt	Note 14	(8 404)	(1 456)
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES		14 491	15 099
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		(6)	49
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	Note 18	14 485	15 148
Résultat net des activités abandonnées	Note 27	(12 539)	(582)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		1 946	14 566
PART REVENANT AUX INTÉRÊTS NE CONFÉRANT PAS LE CONTRÔLE		116	(55)
RÉSULTAT REVENANT À L'ENTREPRISE CONSOLIDANTE		1 830	14 621
RÉSULTAT PAR ACTION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		17,51 €	18,53 €
RÉSULTAT PAR ACTION DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES		(15,28 €)	(0,71 €)

Le résultat par action se calcule en divisant le résultat attribuable aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion des actions ordinaires achetées par le Groupe ou détenues comme actions propres. Il n'y a pas d'actions potentielles dilutives.

Le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat par action est de 820 500 pour l'exercice 2017 et 820 501 pour l'exercice 2016 (cf. Note n° 3 - Capital social).

Les notes n° 1 à 27 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Résultat global et capitaux propres

Résultat global 2017

(en milliers d'euros)		Exercice 2017	Exercice 2016
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ			1 946
A) Autres éléments de résultat des activités poursuivies :	Montant brut	Impôt produit / (charge)	
A.1) Eléments recyclables			
- Écarts de conversion	(2 842)	-	(2 842) (627)
A.2) Eléments non recyclables			
- Gains / (Pertes) actuel(le)s	87	(31)	56 (83)
- Réévaluation des terrains et constructions	-	-	345
B) Autres éléments de résultat des activités abandonnées :			
B.1) Eléments recyclables des activités abandonnées			
- Écarts de conversion	-	-	(43)
B.2) Eléments non recyclables des activités abandonnées			
- Gains / (Pertes) actuel(le)s	-	-	(611)
Autres éléments de résultat nets d'impôt			(2 786) (1 019)
RÉSULTAT GLOBAL		(840)	13 547

Tableau de variation des capitaux propres et intérêts minoritaires

(en milliers d'euros)	Capital (cf. Note 3)	Titres auto-détenus (cf. Note 3)	Écarts de réévaluation	Écarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres Part du Groupe	Part des Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
SITUATION AU 31.12.2015	31 262	(10 308)	300	3 822	160 292	185 368	643	186 011
Opérations sur titres auto-détenus	-	(1)	-	-	-	(1)	-	(1)
Distributions (1,80 € par action de 35 €)	-	-	-	-	(1 480)	(1 480)	-	(1 480)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	1 227	1 227
Résultat global 2016	-	-	345	(671)	13 872	13 546	1	13 547
SITUATION AU 31.12.2016	31 262	(10 309)	645	3 151	172 684	197 433	1 871	199 304
Opérations sur titres auto-détenus	(2 544)	10 309	-	-	(7 765)	-	-	-
Distributions (1,80 € par action de 35 €)	-	-	-	-	(1 480)	(1 480)	-	(1 480)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	(3)	(3)
Résultat global 2017	-	-	-	(2 847)	1 886	(961)	121	(840)
SITUATION AU 31.12.2017	28 718	-	645	304	165 325	194 992	1 989	196 981

Flux de trésorerie consolidés 2017

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	31.12.2017	31.12.2016 ^(*)
OPÉRATIONS D'ACTIVITÉ		
Résultat net des entreprises intégrées	14 491	15 099
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	4 561	3 462
- Actualisation des actifs et passifs financiers	436	(488)
- Variation des impôts différés	Note 14 1 558	(3 716)
- Plus ou Moins-values de cession, nettes d'impôt	187	409
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées⁽¹⁾	21 233	14 766
Dividendes reçus des Sociétés mises en équivalence	-	-
Dividendes reçus des activités destinées à être cédées ou en cours de cession	-	-
- Variation des stocks	(2 544)	6 486
- Variation des créances clients	7 895	(25 680)
- Variation des autres créances opérationnelles	(759)	5 191
- Variation des dettes fournisseurs	1 245	(2 504)
- Variation des autres dettes opérationnelles	(6 130)	19 971
Variation du besoin en fonds de roulement	(293)	3 464
FLUX NET DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	20 940	18 230
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	Note 4 (1 014)	(4 601)
- Augmentations des actifs financiers	(26 827)	(14 644)
Total	(27 841)	(19 245)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	123	223
- Diminutions des actifs financiers	277	42
Total	400	265
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	(204)	19
Cession de l'activité Extrusion	22 998	-
Acquisitions de participations	-	(853)
FLUX NET DE TRÉSORERIE SUR INVESTISSEMENTS DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	(4 647)	(19 814)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
- Dividendes attribués aux actionnaires de la Société Mère	(1 480)	(1 480)
- Rachats d'actions propres	-	(1)
Total	(1 480)	(1 481)
- Mise en place des emprunts et dettes financières	Note 13 310	15 685
- Remboursements des emprunts et dettes financières	Note 13 (8 328)	(3 467)
Variation des emprunts et dettes financières	(8 018)	12 218
Divers	-	-
Transactions avec les minoritaires	(3)	-
FLUX NET DE TRÉSORERIE SUR OPÉRATIONS DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	(9 501)	10 737
Incidence du reclassement des activités abandonnées	1 265	5 559
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	8 057	14 712
Trésorerie à l'ouverture	99 570	85 789
Trésorerie à la clôture	Note 9 107 100	99 570
Profits / (pertes) de change sur la trésorerie	527	931
	8 057	14 712

^(*) Présentation de l'activité Extrusion sur une ligne distincte (cf note 1 D)

⁽¹⁾ Les impôts décaissés (nets des remboursements) au cours de l'exercice sont mentionnés dans la note 14.

Les flux de trésorerie concernant les activités abandonnées sont détaillés dans la note 27.

Annexe des Comptes Consolidés au 31 décembre 2017

Note n° 1 : Règles et Méthodes Comptables - Faits significatifs de l'exercice

En date du 12 avril 2018, le Conseil d'Administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de Gévelot SA au 31 décembre 2017.

Les notes n° 1 à 27 ci-après font partie intégrante des états financiers consolidés. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

A. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les Etats Financiers consolidés du Groupe Gévelot sont établis conformément aux principes et normes internationales d'évaluation et de présentation de l'information financière IFRS⁽¹⁾ (International Financial Reporting Standards), tels qu'adoptés par l'Union Européenne.

Les Etats financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, l'Euro étant la monnaie fonctionnelle et de présentation du Groupe.

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

Nouveaux textes d'application obligatoire

Amendements à IAS 7 « Initiative concernant les informations à fournir ». L'objectif de cet amendement est de faciliter la réconciliation entre les variations de bilan et du tableau de flux de trésorerie en matière de financement. Doit être présenté en annexe une nouvelle information sur les variations des dettes financières d'une période à l'autre en distinguant d'une part les flux de trésorerie réconciliés avec les éléments présentés dans le tableau de flux, et d'autre part des impacts « non-cash », comme par exemple ceux découlant de variations de périmètre ou encore d'effets de change.

Amendements à IAS 12 « Impôts sur le résultat » : Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre des pertes latentes. Les amendements publiés visent à clarifier les dispositions concernant la comptabilisation des actifs d'impôts différés relatifs aux instruments de dette évalués à la juste valeur.

Les amendements publiés par l'IASB et adoptées par l'Union Européenne avec une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2017 n'ont pas eu d'incidence pour le Groupe Gévelot.

Nouveaux textes applicables par anticipation

Le Groupe n'a appliqué aucun amendement et aucune norme ou interprétation par anticipation.

La norme IFRS 15 remplacera à compter du 1^{er} janvier 2018 les normes IAS 18, Produits des activités ordinaires et IAS 11, contrat de constructions. Le Groupe prévoit d'appliquer la norme IFRS 15 à compter du 1^{er} janvier 2018 sans modifier les périodes comparatives (« approche rétrospective simplifiée »). Le principe de la norme IFRS 15 est de comptabiliser les produits afin de traduire le transfert de biens ou de services à un client, et ce pour un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie de ces biens ou services. Cette nouvelle norme se traduira également par davantage d'informations à fournir en Annexe.

Les Revenus du Groupe comprennent plusieurs composantes, qui diffèrent selon la nature des biens et services rendus. Les principales caractéristiques des contrats sont les suivantes :

- La livraison de biens ;
- La réalisation de prestations de services.

Au cours de l'exercice 2017, le Groupe a effectué une analyse de ses principaux contrats.

Chaque contrat testé a été soumis à la grille d'analyse préconisée par IFRS 15 en 5 étapes clés, afin de déterminer quand comptabiliser le revenu et pour quel montant. Suite à cette analyse, l'impact de l'application d'IFRS 15 au Groupe a été considéré comme non significatif. Une analyse des contrats répondant à des demandes spécifiques des clients est cependant en cours de finalisation. Ces contrats représentent annuellement environ 8 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Par ailleurs, la norme IFRS 9, Instruments financiers, remplacera la norme IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, et traitera de la classification et de l'évaluation, ainsi que de la dépréciation et la comptabilité de couverture des actifs et passifs financiers.

IFRS 9 introduit un nouveau modèle de dépréciation qui requiert la reconnaissance de provision pour dépréciation basé sur un modèle de pertes attendues, alors que les textes en vigueur prévoient un modèle basé sur les risques avérés. Le Groupe appliquera l'approche simplifiée pour comptabiliser les pertes attendues sur les clients et comptes rattachés.

Le Groupe a analysé les impacts de la nouvelle norme et n'a pas mis en évidence de changement matériel de classement et d'évaluation de ses actifs et passifs financiers.

Enfin, la norme IFRS 16 « contrats de location » remplacera la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes à compter du 1^{er} janvier 2019. Le changement le plus important est que presque tous les contrats de location seront portés au bilan des preneurs en contrepartie d'une dette financière.

Les analyses relatives à la mise en œuvre de la norme IFRS 16 se poursuivent.

Nouveaux textes non encore adoptés par l'Union Européenne

L'impact potentiel des principaux textes publiés par l'IASB ou l'IFRIC mais n'ayant pas encore fait l'objet d'une adoption par l'Union Européenne en date de clôture est en cours d'analyse. Néanmoins, le Groupe ne s'attend pas à ce que les autres textes potentiellement applicables aux exercices ouverts au 1^{er} janvier 2018 aient un impact significatif sur les comptes du Groupe.

Aucune application anticipée n'est envisagée à ce stade.

Présentation des comptes consolidés

Le bilan est présenté sous la forme courant / non courant. Sont considérés comme courants, les actifs et passifs directement liés au cycle d'exploitation, d'une durée maximum de douze mois. Les actifs et passifs financiers sont par nature classés en non courants à l'exception de leur quote-part à moins d'un an classée en courant.

Le Compte de résultat consolidé est présenté par nature en Charges et Produits.

(1) Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne (https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/amending-and-supplementary-acts/acts-adopted-basis-regulatory-procedure-scrutiny-rps_fr)

1.1. Principes Comptables spécifiques à la Consolidation

1.1.1 Périmètre de consolidation

Les Etats financiers consolidés comprennent par intégration globale les comptes de Gévelot SA et des filiales sur lesquelles elle exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif. La date de prise ou de cessation de contrôle détermine l'entrée ou la sortie du périmètre d'intégration globale.

Les Sociétés dans lesquelles Gévelot SA ne détient pas le contrôle exclusif sont mises en équivalence dans les cas où une influence notable est exercée.

1.1.2 Conversion des comptes exprimés en devises

Les Etats Financiers des Filiales étrangères sont convertis en euros de la manière suivante :

- les postes du Bilan sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice,
- les postes du Compte de Résultat sont convertis au taux moyen,
- les flux de trésorerie sont convertis au taux moyen.

Les écarts de conversion inclus dans les Capitaux Propres consolidés résultent donc :

- de la variation entre les cours de clôture de l'exercice précédent et ceux de l'exercice en cours sur les Capitaux Propres d'ouverture,
- de la différence entre le taux de change moyen et le taux de change à la clôture, sur le résultat de la période et sur les autres variations des Capitaux Propres.

1.1.3 Transactions en devises

Les transactions en devises sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les Actifs et Passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture, les différences de change qui en résultent étant comptabilisées au Compte de Résultat en produit ou en perte de change. Les Actifs et Passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Nota : les cours retenus sont indiqués en Note 2.

1.2 Principes Comptables spécifiques au Bilan

1.2.1 Regroupement d'entreprises

Les Regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition conformément à la Norme IFRS 3.

A la date d'acquisition, le goodwill est évalué comme étant l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs identifiables, passifs, et passifs éventuels acquis.

Les goodwill ne sont pas amortis. Ils font l'objet de tests de dépréciation chaque année ou plus fréquemment quand des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils sont susceptibles de s'être dépréciés.

Toute dépréciation constatée est irréversible.

Les modalités des tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe « Dépréciation des actifs non financiers » dans la Note 1.2.4.

1.2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées au bilan à leur coût historique. Elles sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilité.

Les actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Les frais de recherche sont inscrits en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus de même que les coûts de développement non activés qui ne remplissent pas les critères de capitalisation selon IAS 38.

Pour les frais de développement, leur inscription à l'actif est obligatoire (IAS 38) dès que l'entreprise peut démontrer :

- que le projet est nettement identifié et les coûts de l'actif ainsi immobilisé peuvent être individualisés et suivis de façon fiable, son intention et sa capacité technique et financière de mener le projet de développement à son terme,
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses engagées iront à l'entreprise.

Les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée d'utilisation prévue pour chaque catégorie de biens.

Durées d'utilité :

Frais de développement : durée de vie des projets sous-jacents, comprise généralement entre 3 et 15 ans.

Logiciels : durée d'utilisation des logiciels, entre 2 et 15 ans.

Autres (brevets,...) : sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder 20 ans.

Les modalités des tests de dépréciation retenues par le Groupe sont décrites au paragraphe « Dépréciation des actifs non financiers » dans la Note 1.2.4.

1.2.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, principalement composées de Terrains, Constructions, Installations Techniques et Matériels de production, sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur, conformément à la Norme IAS 16.

Le Groupe Gévelot a opté pour la méthode de la réévaluation périodique de ses terrains et constructions à vocation administrative ou commerciale et situés sur un marché suffisamment actif. Les amortissements des constructions sont basés sur la durée d'utilité et la réévaluation périodique de la valeur nette par rapport à une valeur de marché est estimée par un évaluateur professionnel qualifié. Ces évaluations ont lieu tous les trois ans sauf si, avant expiration de ce délai, une fluctuation de la juste valeur des actifs concernés nécessite une nouvelle expertise.

Pour ses autres immobilisations corporelles, notamment les terrains et constructions à vocation industrielle, le Groupe a décidé de ne plus pratiquer de réévaluation périodique au regard de la difficulté d'estimer ces biens sans tenir compte de leur activité. Leur valeur brute correspond à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés.

Prix de revient des Immobilisations

Les frais d'acquisition directement attribuables des immobilisations sont incorporés au coût d'acquisition de ces immobilisations pour leur montant brut d'impôts.

Selon le traitement de référence d'IAS 23, antérieur à l'application effective de sa révision, les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Location-financement

Les biens dont le Groupe a la disposition par contrat de location-financement, sont traités dans le Bilan et le Compte de Résultat consolidé comme s'ils avaient été acquis par emprunt lorsque le contrat a pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens. En conséquence, les postes d'immobilisations corporelles ont reçu les montants financés à l'origine par le bailleur, en contrepartie d'un «emprunt» inscrit au Passif.

Les annuités de loyer sont éliminées et remplacées :

- par une dotation aux amortissements correspondant aux immobilisations concernées,
- par une charge financière relative à l'emprunt.

Les biens en contrat de location financement sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimée de manière similaire aux autres immobilisations de même nature ou sur la durée du contrat si celle-ci est inférieure et si la Société n'a pas la certitude d'en devenir propriétaire à l'échéance.

Amortissements

Les Amortissements sont calculés linéairement au niveau des composants ayant des durées d'utilisation distinctes qui constituent ces immobilisations et correspondent en général aux durées d'utilité suivantes :

- Terrains : non amortissables,
- Constructions (gros œuvre, aménagements, ravalements, étanchéité) : 10 à 40 ans,
- Installations Techniques, Matériels et Outils industriels : 3 à 40 ans, sauf exceptions,
- Matériel informatique : 3 à 5 ans.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs comptabilisés à leurs coûts historiques sont revues à chaque clôture. Les pertes ou les profits sur cession d'actifs sont déterminés en comparant les produits de cession à la valeur comptable de l'actif cédé. Ils sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « autres produits et charges opérationnels ».

1.2.4 Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée et les goodwill ne sont pas amortis et sont soumis à un test de dépréciation au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Les autres actifs amortissables sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison d'événements ou de circonstances particulières, la valeur recouvrable est susceptible d'être inférieure à la valeur comptable.

La liste non exhaustive des indices externes ou internes à l'origine de cette estimation est la suivante :

- Indices externes :
 - baisse plus que la normale de la valeur de marché,
 - changements importants dans l'environnement technique, économique ou juridique, ayant un effet négatif sur l'entreprise,
 - augmentation des taux d'intérêt,

- Indices internes :

- obsolescence ou dégradation physique non prévue par le plan d'amortissement,
- performances économiques inférieures aux prévisions,
- changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif.

La dépréciation est comptabilisée à hauteur de l'excédent entre la valeur comptable et la valeur recouvrable. Le test de dépréciation est réalisé le cas échéant au niveau des actifs pris individuellement ou au niveau des UGT (Unités Génératrices de Trésorerie) lorsque les actifs ne peuvent être évalués individuellement. Pour les besoins des tests de dépréciation, les goodwill qui ne peuvent être testés individuellement sont regroupés au sein du Groupe d'UGT au niveau duquel sont appréciées les synergies du regroupement d'entreprises.

La valeur recouvrable d'un actif (d'une UGT ou d'un Groupe d'UGT) est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et sa valeur d'utilité.

Le prix de vente net est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts de sortie.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation continue d'un actif estimée sur la base des plans ou budgets établis sur 3 ans maximum. Au-delà les flux sont extrapolés à l'infini par application d'un taux de croissance constant ou décroissant.

Le Groupe a défini ses Unités Génératrices de Trésorerie comme suit :

- Pompes : chaque Société a été considérée comme une UGT indépendante,
- Pour chaque activité, un taux d'actualisation spécifique a été déterminé (voir note N°4).

Ce taux d'actualisation correspond au taux du rendement de placements sans risques, corrigé d'une prime de risque de marché, et de risques spécifiques liés à l'activité.

1.2.5 Actifs financiers

Les actifs financiers sont principalement constitués de prêts et de créances, ainsi que de placements dont l'échéance est supérieure à trois mois et qui ne sont pas reconnus comme de la Trésorerie.

Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts et créances à long terme non rémunérés ou rémunérés à un taux inférieur à celui du marché sont, lorsque les sommes sont significatives, actualisés.

Les dépréciations éventuelles sont enregistrées en résultat.

Les actifs financiers sont initialement comptabilisés au coût qui correspond à la juste valeur du prix payé augmenté des coûts d'acquisition.

Clients et autres Créances d'exploitation

Les créances sont initialement comptabilisées à leur juste valeur (généralement égale au montant facturé), puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti avec la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Les créances clients sont maintenues à l'Actif du Bilan tant que l'ensemble des risques et avantages qui leur sont associés ne sont pas transférés à un Tiers.

Des provisions pour dépréciations sont constituées si des risques de non-paiement spécifiques apparaissent sur des créances détenues par les sociétés du Groupe.

Par ailleurs, les créances anciennes non réglées peuvent faire l'objet de dépréciations portant sur toute ou partie de la créance.

Les dépréciations (ou reprises de dépréciations) sont enregistrées dans les postes de produits et charges opérationnels courants.

1.2.6 Stocks et travaux en cours

Selon la Norme IAS 2 «Stocks», le coût des stocks doit comprendre l'ensemble des coûts d'acquisition, coûts de transformation et autres coûts encourus pour mettre les stocks à disposition ; les rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer le coût d'acquisition.

Les stocks sont évalués selon la méthode du prix ou du coût moyen pondéré.

Les stocks sont valorisés au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation est égale au prix de vente estimé net des coûts restant à encourir pour l'achèvement des produits et la réalisation de la vente.

Les stocks ne comprennent pas de coût d'emprunt.

Les matières premières, marchandises et autres approvisionnements sont évalués suivant les méthodes ci-après, selon les Sites : dernier prix d'achat connu, coût unitaire moyen pondéré.

Les produits fabriqués (en-cours et produits finis) sont valorisés à leur coût de production comprenant :

- Le coût des matières consommées,
- Les charges directes de production,
- Les charges indirectes de production dans la mesure où elles peuvent être raisonnablement rattachées à la production du bien.

Dans le cas où la valeur nette de réalisation devient inférieure à la valeur comptable une provision est constituée pour le montant de la différence.

1.2.7 Trésorerie et équivalents de Trésorerie

La Trésorerie et les équivalents de Trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (moins de trois mois), liquides et sans risque de perte de valeur.

Les supports utilisés, auprès de grandes institutions financières, sont constitués, soit de dépôts bancaires à terme, soit de titres d'OPCVM de type monétaire sans risques spécifiques identifiés.

1.2.8 Capitaux Propres

Le Groupe vise à maintenir une bonne rentabilité de son capital tout en conservant une sécurité dans ses choix de gestion. La société consolidante n'a pas mis en œuvre de délégation intéressant les instruments de capitaux propres. Le Groupe n'est pas soumis à des contraintes externes particulières concernant le capital des entités qui le compose.

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

1.2.9 Provisions

Engagements de retraite et assimilés

Sur la base des législations et pratiques nationales, il existe dans le Groupe différents régimes de retraite au bénéfice de certains salariés.

Les régimes de retraite, les indemnités assimilées et autres avantages sociaux qui sont analysés comme des régimes à prestations définies

(régime dans lequel le Groupe s'engage à garantir un montant ou un niveau de prestation définie) sont comptabilisés au Bilan sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture selon la méthode des unités de crédit projetées, diminuée de la juste valeur des actifs du régime y afférent qui leur sont dédiés. Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies, c'est-à-dire lorsque le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations, sont comptabilisées en charges de l'exercice.

En France, le Groupe a pris des engagements vis-à-vis de ses salariés en matière de retraite. Ces engagements sont évalués conformément à IAS 19 et prennent en compte les charges sociales y afférentes.

Le Groupe comptabilise une provision égale aux engagements, nets de la juste valeur des actifs financiers du régime.

Les écarts actuariels proviennent des distorsions entre les hypothèses utilisées et la réalité ou la modification des hypothèses de calcul des engagements et des actifs affectés à leur couverture :

- taux de rotation des personnels,
- taux d'augmentation des salaires,
- taux d'actualisation,
- taux de mortalité,
- taux de rendement des actifs.

Autres engagements sociaux

Les primes versées à l'occasion de la remise des médailles nationales du travail ou dans le cadre d'accord d'entreprise propre font l'objet d'une provision. Cette dernière est évaluée en tenant compte des probabilités que les salariés atteignent l'ancienneté requise pour chaque échelon et est actualisée.

Autres provisions

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques pour le Groupe sans contrepartie au moins équivalente. Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique.

Les autres provisions non courantes font l'objet d'une actualisation si l'effet est significatif.

Les passifs éventuels correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas sous le contrôle de l'entité ou à des obligations actuelles pour lesquelles une sortie de ressources n'est pas probable. Ces passifs éventuels ne sont pas comptabilisés au Bilan, à l'exception de ceux correspondant à un regroupement d'entreprises. Ils font l'objet d'une information dans les engagements hors bilan.

1.2.10 Passifs financiers

Les emprunts sont comptabilisés au coût amorti.

Les frais et primes d'émission et les primes de remboursement sont présentés en diminution des emprunts et sont pris en compte dans la détermination du taux d'intérêt effectif.

La juste valeur des actifs et passifs financiers courants est assimilable à leur juste valeur au bilan compte tenu de leur échéance à court terme.

1.2.11 Impôts Différés

Conformément à la Norme IAS 12 « Impôts sur les résultats », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires

entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales en appliquant les taux d'impôts et les règles fiscales en vigueur à cette date ou qui seront applicables lorsque la différence temporaire se résorbera.

Les allégements d'impôts futurs découlant de l'utilisation des reports fiscaux déficitaires ne sont reconnus que lorsque leur réalisation est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quelle que soit leur échéance, ont été compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale si l'entité a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Conformément à la Norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.3 Principes Comptables spécifiques au Compte de Résultat

1.3.1 Produits des activités ordinaires

Conformément à la Norme IAS 18 «Produits des activités ordinaires» les ventes de biens, diminuées des escomptes consentis, sont comptabilisées en chiffre d'affaires à la date de transfert de la propriété qui transfère à l'acquéreur les risques et les avantages économiques du bien. En général ce transfert a lieu lors de la livraison du bien.

1.3.2. Résultat Opérationnel Courant et Résultat Opérationnel

La Norme IAS 1 prévoit de faire figurer un nombre minimum de rubriques :

- Résultat opérationnel,
- Charges financières,
- Quote-part de résultat dans les Sociétés mises en équivalence,
- Résultat des activités arrêtées ou en cours de cession,
- Charges d'impôt,
- Profit ou perte (ventilé entre part du Groupe et Minoritaires).

Par conséquent le Résultat Opérationnel peut être défini par la différence entre l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt.

Le Résultat Opérationnel comprend la Contribution Economique Territoriale (CET). La CET comprend deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). La CFE est assise sur la valeur locative des biens passibles de taxe foncière. La CVAE est égale à 1,5% de la valeur ajoutée. La CET est plafonnée à 3% de la valeur ajoutée. Dès lors que la valeur ajoutée dégagée par les activités françaises du Groupe est beaucoup plus importante que le résultat imposable de ces mêmes activités la qualification donnée à la CET par le Groupe est celle d'une charge opérationnelle plutôt que d'un impôt sur le résultat, d'où son classement en Résultat Opérationnel.

Crédits d'Impôts Compétitivité Emploi et Crédits d'Impôts Recherche

Les sommes acquises au titre des Crédits d'Impôts Compétitivité Emploi des sociétés françaises du Groupe viennent minorer le montant des charges de personnel.

Les Crédits d'Impôts Recherche des sociétés françaises du Groupe sont inscrits en résultat opérationnel, dans le poste « subventions d'exploitation ».

Par option, le Groupe Gévelot a choisi de présenter un Résultat Opérationnel Courant défini comme la différence entre le Résultat Opérationnel total tel que vu précédemment et les «Autres Produits et Charges Opérationnels» qui représentent les événements inhabituels et peu fréquents. Ils sont définis de manière très limitative mais ne

peuvent pas être qualifiés d'exceptionnels ou d'extraordinaires. Ils représentent pour l'essentiel le résultat des opérations de cession d'immobilisations, les pertes de valeur sur actifs non courants, les charges de restructuration ainsi que le coût des litiges sociaux.

Le Résultat Opérationnel Courant est un solde de gestion qui doit permettre de faciliter la compréhension de la performance de l'Entreprise.

1.3.3 Charges financières

1.3.3.1 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période (Emprunts et placements bancaires, résultats des opérations sur Valeurs Mobilières de Placement).

1.3.3.2 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers correspondent essentiellement aux résultats des opérations de couverture de taux et de change.

1.4 Information Sectorielle

En application de la Norme IFRS 8, l'information sectorielle est présentée par secteurs d'activité définis selon les systèmes internes d'organisation et sur la structure de gestion du Groupe.

Un seul secteur d'activité a été défini pour le Groupe Gévelot :

- Pompes / Technologies des Fluides.

Les éléments de Gévelot S.A., qui ne peuvent pas être affectés directement au secteur opérationnel défini ci-dessus, sont positionnés en «autres activités».

B. FAITS SIGNIFICATIFS

La réduction de capital par annulation des actions autodétenues (8,1 %) a été décidée par le Conseil d'Administration du 13 avril 2017. De ce fait, le nouveau capital de Gévelot s'élève à 28 717 500 € soit 820 500 actions de 35 € de nominal.

Le contrat de distribution, renégocié fin 2016, a été dénoncé en mai 2017 avec effet au 31 décembre 2017 entraînant le versement d'une indemnité de 12,6 M€ comptabilisée en résultat opérationnel. Les produits constatés d'avance pour 9,5 M€ ont été intégralement repris sur 2017 et figurent également en résultat opérationnel.

Gévelot a conclu le 28 novembre 2017 un contrat de cession avec la société Walor International SAS. Ce contrat porte sur les actions détenues par Gévelot SA et les minoritaires dans Gévelot Extrusion SA et sur les parts sociales détenues dans Dold Kaltfliesspresssteile GmbH (Allemagne) incluant sa filiale Chinoise. Ces cessions d'actions ont été réalisées moyennant un prix payé de 24 M€ incluant l'immobilier des sites industriels français, propriété de Gévelot SA, et sont assorties d'une garantie d'actif et de passif classique plafonnée à 4 M€ qui expirera fin 2019. L'impact de la sortie du Secteur Extrusion est une perte de 12,5 M€ et figure sur une ligne distincte du compte de résultat.

C. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS DÉTERMINANTS

La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'actifs et de passifs figurant au bilan, les passifs éventuels mentionnés dans l'annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Ces estimations et hypothèses sont effectuées par la Direction sur la base de son expérience passée et de divers autres facteurs jugés raisonnables ; l'environnement économique et financier actuel rendant toutefois

difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues. Ces hypothèses et ces estimations concernent essentiellement :

a) Evaluations retenues pour les tests de perte de valeur

Les hypothèses et estimations qui sont faites pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable desdits actifs. Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont décrites en note 4.3.

b) Evaluation des engagements de retraite

Le Groupe participe à des régimes de retraite à cotisations ou à prestations définies. Les engagements liés à ces derniers sont comptabilisés sur la base de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations futures de salaires, le taux de rotation du personnel, le taux de mortalité et le taux de rendement des actifs. Les modalités d'évaluation sont précisées en note 1.2.9 et les hypothèses retenues en note 12. Le Groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées dans les conditions actuelles. Toutefois ces engagements sont susceptibles d'évoluer en cas de changement d'hypothèses.

c) Evaluation de la juste valeur

Les terrains et bâtiments à usage administratif ou commercial sont réévalués périodiquement par des experts indépendants. Entre chaque expertise, le Groupe vérifie l'absence d'indices laissant envisager des pertes de valeurs.

En outre, comme précisé en note 20, les instruments financiers évalués à la juste valeur le sont par référence aux prix cotés sur un marché actif.

**D. MODIFICATIONS APPORTÉES
AUX COMPTES ANTÉRIEUREMENT PUBLIÉS**

La cession de Gévelot Extrusion SA et de Dold Kaltfliesspressteile GmbH met fin à l'activité Extrusion du Groupe. En conséquence, le Groupe a appliqué les dispositions relatives aux « activités abandonnées » de la Norme IFRS 5 et présenté séparément sur une ligne distincte du compte de résultat la contribution de ce Secteur pour l'ensemble des périodes présentées (cf. note 27).

Les informations requises par la Norme IFRS 5 sont présentées au sein des différentes notes concernées et en note 27 « Activités abandonnées ».

E. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DU BILAN

NEANT

Note n° 2 : Informations relatives au périmètre de consolidation

Gévelot S.A., société anonyme au capital de 28 717 500 euros, est la société consolidante du Groupe Gévelot. Elle est cotée sur Euronext Growth et immatriculée en France sous le numéro 562088542 RCS Nanterre.

2.1. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2017

Ont été consolidées selon la méthode d'intégration globale :

SOCIÉTÉS	SIÈGE	N° SIREN N° SIRET	% de contrôle		% d'intérêts au 31.12.2017
			au 31.12.2017	au 31.12.2016	
HOLDING					
Gévelot S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	562088542 56208854200369			
POMPES / TECHNOLOGIE DES FLUIDES					
PCM S.A.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	572180198 57218019800184	99,99	99,99	99,94
PCM Technologies S.A.S.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	802419960 80241996000017	99,99	99,99	99,94
PCM Europe S.A.S.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	803433972 80343397200018	99,99	99,99	99,94
PCM Manufacturing France S.A.S.	6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret (France)	803933399 80393339900013	99,99	99,99	99,94
PCM Deutschland GmbH	Wiesbadener Landstrasse 18 65203 Wiesbaden (Allemagne)		99,99	99,99	99,94
PCM Group UK Ltd.	Pilot Road - Phoenix Parkway Corby, Northamptonshire NN17 5YF (Royaume-Uni)		99,99	99,99	99,94
PCM Group Italia Srl	Via Rutilia 10/8 sc. B 20141 Milano (Italie)		99,99	99,99	99,94
Sydex Srl	Via Lord Baden Powell 24 36045 Lonigo (Italie)		54,99	54,99	54,97
Sydex Singapore Ltd	35 Tannery Rd #04-06 Tannery Blk Ruby Ind Complex Singapore (347740) (Singapour)	société détenue à 90 % par Sydex Srl			
Sydex USA LLC	9302 Deer Run Road Waxhaw, NC 28173 (Etats-Unis)				
Sydex Flow Ltda	Praceta Vale da Romeira, nº 12 2840 - 449 Seixal (Portugal)				
Torqueflow - Sydex Ltd	Unit 2CB Deer Park Farm Industrial Estate Knowle Lane Eastleigh, Hampshire SO50 7PZ (Royaume-Uni)				
PCM Kazakhstan LLP	Office 46, Business Center «Grand Nur Plaza», 29A microregion 130000 Aktau (Kazakhstan)		99,99	99,99	99,94
PCM Rus LLC	Detsky Pereulok 5 - Office 12 196084 Saint Petersburg (Russie)		99,99	99,99	99,94
PCM Flow Technology Inc.	2711 Centerville Road, Suite 400, Lynn CanneLongo Wilmington, Delaware 19808 (Etats-Unis)		99,99	99,99	99,94
PCM USA Inc.	11940 Brittmoore Park Drive Houston Texas 77041 (Etats-Unis)	sociétés détenues à 100 % par PCM Flow Technology			
PCM Canada Inc.	101,5618 54th Avenue Bonnyville Alberta (Canada)				
PCM Colombia S.A.S.	Calle 104, No. 14A-45, Oficina 302 Bogota (Colombie)				
PCM Chile SpA	San Pio X # 2445, Oficina 705 Providencia, Santiago (Chili)				
Amik Oilfield Equipment & Rentals Ltd.	Box 12278 Lloydminster, AB T9V 3C5 (Canada)	société détenue à 75 % par PCM Flow Technology			
PCM Group Asia Pacific Pte. Ltd.	47, Kallang Pudding Road, #08-10 Singapore 349318 (Singapour)		99,99	99,99	99,94
PCM Trading (Shanghai) Co. Ltd.	Room 10A01, Shanghai Mart No. 2299 West Yan'an Road, Changning District 200336 Shanghai (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM (Suzhou) Co. Ltd.	Plant 12&13, Zhonglu Ecological Park Ping Wang Town, Jiangsu Province 215221 Wujiang City (Chine)		99,99	99,99	99,94
PCM Group Australia Pty Ltd	105/45 Gilby Road, Mount Waverley Victoria, Vic 3149 (Australie)		99,99	99,99	99,94
PCM Middle East FZE	Dubai Airport Free Zone, Office 741, 5 East Wing P.O. Box 293527, Dubai (Emirats Arabes Unis)		99,99	99,99	99,94
PCM Muscat LLC	Al Zubair Building, Building 8, Office 801 P.O. Box 167, PC 103, Muscat (Sultanat d'Oman)		99,99	99,99	99,94

2.2. Commentaires sur le périmètre de consolidation et les conditions de contrôle

- Gévelot SA a cédé, le 28 novembre 2017, la totalité des actions de Gévelot Extrusion SA et des parts de Dold Kaltfliesspressteile GmbH, incluant la filiale chinoise Suzhou Dold Automobile Components Manufacturing Co Ltd. De ce fait, seule l'activité du Secteur Extrusion jusqu'à la date de cession a été prise en compte dans les comptes 2017 et est présentée sur une ligne distincte du compte de résultat.
- Aucun autre changement de périmètre de consolidation n'est intervenu au cours de l'exercice 2017.
- Il n'y a pas, à notre connaissance, de restrictions significatives s'imposant aux filiales pour transférer des fonds à la Mère, Gévelot SA, sous forme de dividendes en numéraire ou de remboursements de prêts ou d'avances.

2.3. Taux de conversion des Comptes établis en devises étrangères

Les postes de bilan des sociétés ont été convertis aux taux de clôture du 31 décembre 2017 et les comptes de charges et de produits aux taux moyens, selon les parités suivantes :

Devises	Taux de clôture		Taux moyens	
	2017	2016	2017	2016
1 dollar des Etats-Unis	0,8338 €	0,9487 €	0,8855 €	0,9037 €
1 livre sterling	1,1271 €	1,1680 €	1,1414 €	1,2212 €
1 yuan renminbi chinois	0,1281 €	0,1366 €	0,1311 €	0,1361 €
1 dollar canadien	0,6649 €	0,7048 €	0,6829 €	0,6819 €
1 dollar australien	0,6516 €	0,6851 €	0,6789 €	0,6718 €
1 rial omaní	2,1612 €	2,4661 €	2,2789 €	2,3535 €
1 dirham des Emirats Arabes Unis	0,2265 €	0,2582 €	0,2389 €	0,2467 €
1 rouble russe	0,0144 €	0,0156 €	0,0152 €	0,0135 €
1 tenge kazakh	0,0025 €	0,0028 €	0,0027 €	0,0027 €

Note n° 3 : Capital social

(en euros)	Au 31.12.2016			Exercice 2016	Au 31.12.2017		
	Ordinaires	Autodétenues	Total		Annulées	Ordinaires	Autodétenues
Actions ordinaires							
Nombre	820 500	72 707	893 207	(72 707)		820 500	-
Valeur nominale	35	35	35	35		35	-
Total	28 717 500	2 544 745	31 262 245	(2 544 745)		28 717 500	-

Composition du Capital Social :

Au 31 décembre 2017, le Capital Social autorisé s'élève à 28 718 milliers d'euros. Il est composé de 820 500 actions ordinaires de 35 euros de nominal chacune, émises et entièrement libérées.

Dans le cadre de l'adoption le 15 octobre 2015 de la première Résolution de l'Assemblée Générale Mixte, le Conseil d'Administration a reçu délégation de mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions en vue d'annulation.

Le Groupe n'a procédé à aucun rachat de ses propres actions au cours de l'exercice 2017.

Le Conseil d'Administration du 13 avril 2017 a décidé de réduire le capital par annulation de l'intégralité des actions autodétenues, soit 72 707 actions, valorisées à 10 309 K€. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice 2017 s'élève ainsi à 820 500.

Le Groupe n'a pas de plans d'option (achat et/ou souscription) d'actions en vertu desquels des options de souscription d'actions de la Société auraient été accordées à certains salariés et cadres dirigeants.

Note n° 4 : Écart d'acquisition, immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles

4.1. Écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles

	31.12.2017					
	Écarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Avances et accompagnes	Immobilisations incorporelles
Valeur brute						
A l'ouverture de l'exercice	5 959	10 361	8 533	666	-	19 560
Acquisitions et augmentations - Activités poursuivies	-	-	100	-	-	100
Acquisitions et augmentations - Activités abandonnées	-	1 089	22	490	-	1 601
Sorties - Activités poursuivies	-	-	(182)	-	-	(182)
Sorties - Activités abandonnées	-	(474)	(4)	-	-	(478)
Variations de périmètre	-	(8 508)	(3 544)	(1 127)	-	(13 179)
Virement de poste à poste	-	-	-	(29)	-	(29)
Ecarts de conversion	(533)	-	(30)	-	-	(30)
A la clôture de l'exercice	5 426	2 468	4 895	-	-	7 363
Amortissements et dépréciations						
A l'ouverture de l'exercice	(4 132)	(8 354)	(6 696)	-	-	(15 050)
Dotations - Activités poursuivies	-	(102)	(356)	-	-	(458)
Dotations - Activités abandonnées	-	(864)	(120)	-	-	(984)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-
Sorties - Activités poursuivies	-	-	39	-	-	39
Sorties - Activités abandonnées	-	474	4	-	-	478
Variations de périmètre	-	6 596	3 250	-	-	9 846
Ecarts de conversion	501	-	27	-	-	27
A la clôture de l'exercice	(3 631)	(2 250)	(3 852)	-	-	(6 102)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	1 827	2 007	1 837	666	-	4 510
Valeur nette à la clôture de l'exercice	1 795	218	1 043	-	-	1 261

	31.12.2016					
	Écarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	En cours	Avances et accompagnes	Immobilisations incorporelles
Valeur brute						
A l'ouverture de l'exercice	5 218	9 654	7 834	811	-	18 299
Acquisitions et augmentations	-	500	658	635	-	1 793
Sorties	-	(364)	(178)	(54)	-	(596)
Variations de périmètre	900	-	72	-	-	72
Virement de poste à poste	-	571	145	(722)	-	(6)
Ecarts de conversion	(159)	-	2	(4)	-	(2)
A la clôture de l'exercice	5 959	10 361	8 533	666	-	19 560
Amortissements et dépréciations						
A l'ouverture de l'exercice	(4 136)	(7 737)	(6 209)	-	-	(13 946)
Dotations	-	(981)	(595)	-	-	(1 576)
Dépréciations nettes	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	364	178	-	-	542
Variations de périmètre	-	-	(65)	-	-	(65)
Ecarts de conversion	4	-	(5)	-	-	(5)
A la clôture de l'exercice	(4 132)	(8 354)	(6 696)	-	-	(15 050)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	1 082	2 007	1 837	811	-	4 510
Valeur nette à la clôture de l'exercice	1 827	2 007	1 837	666	-	4 510

4.1. Écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles et corporelles (suite)

31.12.2017

	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations corporelles
Valeur brute							
A l'ouverture de l'exercice	6 829	37 009	220 240	12 206	2 637	152	279 073
Acquisitions et augmentations - Activités poursuivies	-	175	453	153	133	-	914
Acquisitions et augmentations - Activités abandonnées	-	18	3 225	238	4 406	992	8 879
Sorties - Activités poursuivies	-	-	(46)	(66)	(214)	-	(326)
Sorties - Activités abandonnées	-	(11 507)	(386)	(160)	-	-	(12 053)
Variations de périmètre	-	(10 928)	(191 131)	(7 435)	(3 754)	(1 145)	(214 393)
Virement de poste à poste	-	5	3 031	50	(3 057)	-	29
Ecart de conversion	(34)	(555)	(1 145)	(52)	-	1	(1 785)
A la clôture de l'exercice	6 795	14 217	34 241	4 934	151	-	60 338
Amortissements et dépréciations							
A l'ouverture de l'exercice	(354)	(10 403)	(185 924)	(9 465)	-	-	(206 146)
Dotations - Activités poursuivies	(48)	(635)	(2 221)	(360)	-	-	(3 264)
Dotations - Activités abandonnées	-	(137)	(3 861)	(303)	-	-	(4 301)
Dépréciations nettes	-	(3 953)	-	-	-	-	(3 953)
Sorties - Activités poursuivies	-	-	46	65	-	-	111
Sorties - Activités abandonnées	-	6 403	383	160	-	-	6 946
Variations de périmètre	-	6 085	170 070	6 488	-	-	182 643
Virement de poste à poste	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion	-	60	529	30	-	-	619
A la clôture de l'exercice	(402)	(2 580)	(20 978)	(3 385)	-	-	(27 345)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	6 475	26 606	34 316	2 741	2 637	152	72 927
Valeur nette à la clôture de l'exercice	6 393	11 637	13 263	1 549	151	-	32 993

31.12.2016

	Terrains et constructions administratifs	Terrains et constructions industriels	Matériels et outillages industriels	Autres	En cours	Avances et acomptes	Immobilisations corporelles
Valeur brute							
A l'ouverture de l'exercice	6 528	33 413	210 441	12 142	6 776	184	269 484
Acquisitions et augmentations	5	1 268	3 488	395	3 983	-	9 139
Réévaluation des terrains et constructions	435	-	-	-	-	-	435
Sorties	-	-	(373)	(409)	(856)	-	(1 638)
Variations de périmètre	-	688	492	121	-	-	1 301
Virement de poste à poste	-	1 456	5 849	(25)	(7 243)	(31)	6
Ecart de conversion	(139)	184	343	(18)	(23)	(1)	346
A la clôture de l'exercice	6 829	37 009	220 240	12 206	2 637	152	279 073
Amortissements et dépréciations							
A l'ouverture de l'exercice	(365)	(8 577)	(172 435)	(8 898)	-	-	(190 275)
Dotations	(33)	(766)	(6 276)	(778)	-	-	(7 853)
Dépréciations nettes	-	(949)	(6 953)	(240)	-	-	(8 142)
Réévaluation des terrains et constructions	39	-	-	-	-	-	39
Sorties	-	-	347	397	-	-	744
Variations de périmètre	-	(96)	(314)	(92)	-	-	(502)
Virement de poste à poste	-	-	(128)	128	-	-	-
Ecart de conversion	5	(15)	(165)	18	-	-	(157)
A la clôture de l'exercice	(354)	(10 403)	(185 924)	(9 465)	-	-	(206 146)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	6 163	24 836	38 006	3 244	6 776	184	79 209
Valeur nette à la clôture de l'exercice	6 475	26 606	34 316	2 741	2 637	152	72 927

4.2. Suivi des biens en location-financement

Les biens en location-financement ont fait l'objet d'un retraitement et ont été portés dans les comptes d'actif correspondants comme s'ils avaient été acquis en pleine propriété. La dette correspondante est enregistrée au passif du bilan.

Au compte de résultat, les loyers contractuels sont éliminés et remplacés par des dotations aux amortissements et des frais financiers.

	31.12.2017				31.12.2016			
	Terrains et constructions administratifs	Matériels et outillages industriels	Autres	Total	Terrains et constructions administratifs	Matériels et outillages industriels	Autres	Total
Valeur brute								
A l'ouverture de l'exercice	1 210	17 981	1 084	20 275	1 100	15 593	1 120	17 813
Acquisitions et augmentations - Activités poursuivies	-	-	-	-	110	2 388	125	2 623
Acquisitions et augmentations - Activités abandonnées	-	2 944	74	3 018	-	-	-	-
Sorties et diminutions - Activités poursuivies	-	-	-	-	-	-	(161)	(161)
Sorties et diminutions - Activités abandonnées	-	-	(131)	(131)	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	(18 477)	(1 027)	(19 504)	-	-	-	-
A la clôture de l'exercice	1 210	2 448	-	3 658	1 210	17 981	1 084	20 275
Amortissements et dépréciations								
A l'ouverture de l'exercice	-	(13 521)	(797)	(14 318)	-	(10 638)	(763)	(11 401)
Dotations et augmentations - Activités poursuivies	-	(476)	-	(476)	-	(2 883)	(195)	(3 078)
Dotations et augmentations - Activités abandonnées	-	(1 045)	(133)	(1 178)	-	-	-	-
Sorties et diminutions - Activités poursuivies	-	-	-	-	-	-	161	161
Sorties et diminutions - Activités abandonnées	-	-	131	131	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	14 085	799	14 884	-	-	-	-
A la clôture de l'exercice	-	(957)	-	(957)	-	(13 521)	(797)	(14 318)
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	1 210	4 460	287	5 957	1 100	4 955	357	6 412
Valeur nette à la clôture de l'exercice	1 210	1 491	-	2 701	1 210	4 460	287	5 957

4.3. Méthodologie de valorisation

Dépréciations

Conformément au principe énoncé dans la Note 1.2.4, le Groupe a procédé au 31 décembre 2017, pour les UGT intégrant un écart d'acquisition (PCM Group UK, Sydex), à une comparaison entre la valeur nette comptable des actifs et leur valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est définie comme égale à la somme des flux futurs de trésorerie actualisés estimés à partir des plans d'activité et d'investissements à trois ans. Les taux de croissance retenus pour l'extrapolation à l'infini des prévisions de flux de trésorerie au-delà de trois ans sont de 1 % (1 % pour les tests réalisés fin 2016).

Le taux d'actualisation appliqué est de 11 % pour le Secteur Pompes (11 % pour les tests réalisés fin 2016) et correspond au coût moyen du capital après impôt, compte tenu des taux de marché et des primes de risques spécifiques à chaque activité.

Ces approches reposent sur les meilleures estimations du Groupe dans un environnement économique incertain.

Les nouveaux tests au 31 décembre n'ont pas conduit à constater de dépréciation.

Dans le cadre du projet de cession de l'activité Extrusion, le Groupe a fait procéder à une expertise immobilière des sites industriels français de Gévelot Extrusion. La valorisation des différents sites a conduit à constater une dépréciation de 3,9 M€ sur les terrains et constructions, comptabilisée en résultat net des activités abandonnées.

La sensibilité des calculs de valeur d'utilité aux variations des différentes hypothèses est indiquée dans le tableau ci-après:

	Valeur comptable de l'UGT	Écart de valeur entre Test et Comptabilité	Taux d'actualisation	Taux de Croissance à l'infini	Variation flux de Trésorerie
Variation			+ 0,5 %	- 0,5 %	- 10 %
Secteur Pompes					
PCM Group UK	2,1 M€	+1,4 M€	-0,2 M€	-0,1 M€	-0,4 M€
Sydex	2,3 M€	+2,0 M€	-0,2 M€	-0,2 M€	-0,4 M€

Les UGT du Secteur Pompes, autres que les UGT PCM Group UK et Sydex, en l'absence d'indice de perte de valeur sur le Secteur Pompes, n'ont pas donné lieu à la réalisation de tests de valeur.

Note n° 5 : Actifs financiers

	2017	2016
Non courants		
Prêts	189	308
Autres	260	1 184
Total actifs financiers non courants	449	1 492
Courants		
Prêts	405	117
Dépôts bancaires à terme à plus de trois mois	67 700	41 270
Total actifs financiers courants	68 105	41 387
Total des actifs financiers	68 554	42 879

Les dépôts bancaires à terme à plus de trois mois correspondent principalement à des placements dont l'échéance est supérieure à trois mois et qui ne sont pas reconnus comme de la Trésorerie.

Note n° 6 : Stocks et en-cours

	2017	2016
Matières premières et autres approvisionnements	13 888	22 230
En-cours de production	1 298	5 967
Produits intermédiaires et finis	5 410	9 427
Marchandises	7 116	6 098
Montant brut	27 712	43 722
Matières premières et autres approvisionnements	(124)	(2 242)
En-cours de production	-	(439)
Produits intermédiaires et finis	-	(881)
Marchandises	(483)	(15)
Dépréciations	(607)	(3 577)
Total	27 105	40 145

La diminution des stocks provient essentiellement de la cession du Secteur Extrusion.

Note n° 7 : Créances clients et comptes rattachés

	2017	2016
Montant brut	49 513	76 230
Dépréciations	(1 969)	(1 913)
Total	47 544	74 317

Les conditions de couverture de risques de crédit sont mentionnées dans le Rapport de Gestion.
La baisse du poste client est principalement liée à la cession du Secteur Extrusion.
Toutes les créances douteuses ou litigieuses ont été dépréciées.

Note n° 8 : Autres débiteurs

	2017	2016
Avances et acomptes versés sur commandes	408	561
Etats et collectivités publiques hors impôts sur les sociétés	1 442	2 388
Personnel	181	152
Fournisseurs débiteurs	48	131
Débiteurs divers	1 357	1 982
Charges constatées d'avance	914	787
Total	4 350	6 001

Note n° 9 : Trésorerie et équivalents de Trésorerie

	2017	2016
Liquidités	93 518	71 027
Dépôts bancaires à terme	13 594	35 965
SICAV et Fonds communs de placement monétaires euro	-	-
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	107 112	106 992

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur et sont d'échéance à court terme.

Les taux des dépôts bancaires à terme sont compris entre 0,05% et 1,33%.

1,3 M€ de la trésorerie appartenant aux entités chinoises du Groupe est destiné à financer leur développement.

Au sein du tableau consolidé des flux de Trésorerie, la Trésorerie et les découverts bancaires comprennent les éléments suivants :

	2017	2016
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	107 112	106 992
Découverts bancaires	Note 13	(12)
Trésorerie nette à la clôture	107 100	99 570

Note n° 10 : Autres créditeurs

	2017	2016
Avances et acomptes reçus sur commandes	52 967	48 079
Dettes fiscales hors impôts sur les sociétés, Personnel et Organismes Sociaux	8 391	12 482
Créditeurs divers	926	4 911
Produits constatés d'avance	1 779	11 352
Total	64 063	76 824

La baisse des dettes fiscales et des créditeurs divers est principalement liée à la cession du Secteur Extrusion.

La baisse des produits constatés d'avance est essentiellement due à la fin de l'étalement du produit lié à la renégociation contractuelle de fin 2016 dans le Secteur Pompes.

Note n° 11 : Provisions

	01.01.2017	Dotations	Reprises		Conversions et variations de périmètre	31.12.2017		
			provision utilisée	provision non utilisée		Total	À moins d'un an	À plus d'un an
Provisions pour risques								
. Provisions pour litiges sociaux	1 048	-	(331)	(700)	(17)	-	-	-
. Autres provisions pour risques	378	298	(4)	(370)	-	302	126	176
Total	1 426	298	(335)	(1 070)	(17)	302	126	176
Provisions pour charges								
. Autres provisions pour charges	572 ^(*)	998	(222)	(123)	(136)	1 089 ^(*)	905	184
. Provisions pour retraites (Note 12)	9 199	702	-	(309)	(7 407)	2 185	-	2 185
. Provisions pour médailles du Travail	238	22	-	-	(108)	152	-	152
Total	10 009	1 722	(222)	(432)	(7 651)	3 426	905	2 521
Total provisions	11 435	2 020	(557)	(1 502)	(7 668)	3 728	1 031	2 697
<i>dont Activités abandonnées</i>	<i>8 768</i>	<i>297</i>	<i>(388)</i>	<i>(1 009)</i>	<i>(7 668)</i>	-	-	-

(*) Les autres provisions pour charges comprennent :

- provisions pour charges liées à l'exploitation	78	828
- provisions pour charges de nature sociale	289	261
- provisions pour charges de nature commerciale	205	-
	572	1 089

Note n° 12 : Avantages au Personnel

Le Groupe accorde des avantages postérieurs à l'emploi à son personnel employé en France et en Allemagne. Ces charges sont comptabilisées :

- en résultat opérationnel courant pour le coût des services rendus, les prestations payées et le coût des services passés ;
- en résultat opérationnel pour les réductions/liquidations du régime ;
- en autres produits et charges financiers pour la charge financière nette ;
- en autres éléments du résultat global pour les effets des réévaluations.

Indemnités de Fin de Carrière

	France	Allemagne	2017	2016
Provision au bilan				
Valeur actualisée des obligations couvertes	2 664	-	2 664	10 428
Juste valeur des actifs du régime	(479)	-	(479)	(1 229)
Provision comptabilisée au bilan	2 185	-	2 185	9 199
Valeur actualisée des obligations couvertes				
A l'ouverture de l'exercice	5 693	4 735	10 428	9 230
Coût des services rendus	318	109	427	406
Coût financier	73	56	129	190
Prestations payées	(442)	(62)	(504)	(399)
Réduction / liquidation du régime	-	-	-	-
Changement de régime	-	-	-	-
Ecarts actuariels de la période	134	(218)	(84)	1 001
Variations de périmètre	(3 112)	(4 620)	(7 732)	-
Valeur actualisée des obligations couvertes	2 664	-	2 664	10 428
Juste valeur des actifs du régime				
A l'ouverture de l'exercice	1 229	752	1 981	2 276
Produits d'intérêts	14	17	31	49
Cotisations	-	90	90	72
Prestations payées	(442)	(62)	(504)	(420)
Ecarts actuariels de la période	3	-	3	4
Variations de périmètre	(325)	(797)	(1 122)	-
Juste valeur des actifs du régime	479	-	479	1 981
Variation des provisions				
A l'ouverture de l'exercice	4 464	4 735	9 199	7 698
Charges / (produits) de l'exercice	377	165	542	563
Décaissements	-	(62)	(62)	(59)
Ecarts actuariels de la période	131	(218)	(87)	997
Variations de périmètre	(2 787)	(4 620)	(7 407)	-
Variation des provisions	2 185	-	2 185	9 199
Charge totale comptabilisée en résultat				
Coût des services rendus	318	109	427	406
Coût financier	59	56	115	157
Prestations payées	-	(62)	(62)	(59)
Réduction / liquidation du régime	-	-	-	-
Charge / (produit) comptabilisé(e) en résultat	377	103	480	504

Hypothèses actuarielles principales

- Taux d'actualisation	1,30 %	1,30 %
- Taux d'augmentation des salaires	2,00 %	0 %
- Âge de départ à la retraite	64 ans (non cadres), 65 ans (cadres)	65 ans
La table de turnover est à 0 % après 56 ans.		

Les évaluations des engagements de retraite sont réalisées par des actuaires indépendants.

Les médailles du travail versées par les sociétés du Groupe à leur personnel font l'objet d'une provision calculée par un actuaire indépendant (voir note n° 11).

Note n° 13 : Passifs financiers

13.1. Passifs financiers

	2017	2016
Non courants		
Emprunts bancaires	9 692	21 756
Emprunts et dettes financières divers	191	190
Total passifs financiers non courants	9 883	21 946
Courants		
Emprunts bancaires	2 995	10 682
Emprunts et dettes financières divers	8	-
Instruments dérivés	49	632
Découverts bancaires	12	7 422
Total passifs financiers courants	3 064	18 736
Total des passifs financiers	12 947	40 682

13.2. Variations des passifs financiers

	01.01.2017	Nouveaux emprunts ⁽¹⁾	Nouveaux emprunts ⁽²⁾	Remboursements	Ecarts de conversion	Reclassement	Variations de périmètre	31.12.2017
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	33 070	3 568	3 018	(12 215)	(110)	-	(14 595)	12 736
Emprunts et dettes financières divers	190	42	-	(33)	-	-	-	199
Passifs financiers (hors découverts)	33 260	3 610	3 018	(12 248)	(110)	-	(14 595)	12 935
<i>dont Activités abandonnées</i>	<i>12 197</i>	<i>3 300</i>	<i>3 018</i>	<i>(3 920)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(14 595)</i>	<i>-</i>
Découverts bancaires	7 422	11 748	-	(7 422)	-	-	(11 736)	12
Total	40 682	15 358	3 018	(19 670)	(110)	-	(26 331)	12 947
<i>dont Activités abandonnées</i>	<i>19 595</i>	<i>15 036</i>	<i>3 018</i>	<i>(11 318)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>(26 331)</i>	<i>-</i>

⁽¹⁾ ayant un impact sur la trésorerie

⁽²⁾ sans impact sur la trésorerie

13.3. Ventilation des passifs financiers par échéance

	Total		À 1 an au plus		À plus d'1 an et 5 ans au plus		À plus de 5 ans	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	12 736	33 070	3 044	11 314	8 918	20 024	774	1 732
Emprunts et dettes financières divers	199	190	8	-	140	157	51	33
Découverts bancaires	12	7 422	12	7 422	-	-	-	-
Total	12 947	40 682	3 064	18 736	9 058	20 181	825	1 765

13.4. Suivi des passifs financiers liés à la location-financement

	Total		À 1 an au plus		À plus d' 1 an et 5 ans au plus		À plus de 5 ans	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Dettes et Crédits Bailleurs	2 635	6 030	565	1 874	1 423	3 374	647	782
Total	2 635	6 030	565	1 874	1 423	3 374	647	782

13.5. Ventilation des passifs financiers par principales devises

	Total		Euros		Dollars américains		Autres devises	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)	12 736	33 070	11 152	29 822	1 584	1 897	-	1 351
Emprunts et dettes financières divers	199	190	199	190	-	-	-	-
Découverts bancaires	12	7 422	12	7 422	-	-	-	-
Total	12 947	40 682	11 363	37 434	1 584	1 897	-	1 351

13.6. Ventilation des passifs financiers par nature de taux

	2017	2016
Taux variables non couverts ^(*)	4 333	7 016
Taux fixes	5 967	20 214
Intérêts	-	-
Découverts	12	7 422
Location-financement (taux fixes)	2 635	6 030
Total	12 947	40 682

^(*) Les emprunts à taux variables non couverts sont d'échéances échelonnées entre 2018 et 2021.

Les taux d'intérêt moyens pondérés sont Euribor 3M + 0,80 % pour les emprunts à taux variables non couverts.

Pour les emprunts à taux fixes, les taux d'intérêt se situent entre 0% et 2,25 %.

Note n° 14 : Impôts

14.1. Impôts exigibles

	01.01.2017	Paiements	Acomptes	Crédit d'impôt recherche	Crédit d'impôt compétitivité emploi	Charge exercice	31.12.2017
Actif	(46)	46	-	-	-	-	-
Passif	976	(976)	(5 544)	(552)	(503)	6 846	247
Total						6 846	

14.2. Impôts différés

	01.01.2017	Résultat	Autres éléments de résultat	Mouvements		31.12.2017
				Divers (dont écart de conversion)		
Impôts différés actifs	(8 559)	2 947	31	3 605	67	(1 909)
Impôts différés passifs	6 555	(1 389)	-	(1 507)	(115)	3 544
Total	(2 004)	1 558	31	2 098	(48)	1 635

Les impôts différés actifs proviennent essentiellement des provisions pour retraites et engagements assimilés (0,5 M€), des décalages temporaires fiscaux (0,8 M€) et des éliminations de marges sur stocks (0,5 M€).

Les impôts différés passifs émanent principalement des différentiels de valorisation et d'amortissement des actifs immobilisés (1,5 M€) et des provisions réglementées (2,0 M€).

Conformément à la note n° 1.2.11, les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés lorsqu'ils concernent une même entité fiscale et apparaissent au bilan à l'actif ou au passif en fonction de leur solde net. Ainsi, les 1 635 K€ à fin 2017 sont ventilés entre 1 816 K€ au passif et 181 K€ à l'actif.

14.3. Impôts sur les résultats

La ventilation des impôts au compte de résultat est la suivante :

	2017	2016
Impôts exigibles	6 846	5 172
Impôts différés ⁽¹⁾	1 558	(3 716)
Total	8 404	1 456

⁽¹⁾ La charge/Le produit d'impôt différé s'analyse comme suit :

- Produits/charges sur dotations/reprises nettes aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	(132)	(486)
- Charges sur reprises de provisions réglementées et divers taxes et impôts	(1 120)	(461)
- Autres produits et charges divers	11	238
- Déficits reportables	27	129
- Produits constatés d'avance	2 884	(2 884)
- Autres différences temporaires	(112)	(252)
Total charge / (produit) d'impôt différé	1 558	(3 716)

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt comptabilisée est le suivant :

	2017
Résultat courant avant impôt des entreprises intégrées	22 895
Charge / produit d'impôt théorique en France	(9 735)
Charge / produit d'impôt théorique en Allemagne	(93)
Charge / produit d'impôt théorique en Angleterre	(74)
Charge / produit d'impôt théorique en Italie	(190)
Charge / produit d'impôt théorique en Amérique	294
Charge / produit d'impôt théorique en Chine	137
Charge / produit d'impôt théorique en Oman	117
Charge / produit d'impôt théorique au Kazakhstan	5
Charge / produit d'impôt théorique en Russie	(76)
Charge / produit d'impôt théorique à Singapour	96
Charge / produit d'impôt théorique en Australie	(110)
Total charge / produit d'impôt théorique	(9 629)
Impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables	1 669
Impact des déficits non reconnus	(609)
Impact des changements de taux	165
Charge / produit d'impôt effectif(ve) sur les activités courantes	(8 404)
Résultat net des sociétés intégrées	14 491

L'impact net des charges et des produits définitivement non déductibles ou imposables intègre essentiellement des décalages permanents.

Taux d'impôt sur les Sociétés

Taux d'impôt sur les Sociétés	Exercice 2017	Exercices 2018 à 2020	Exercice 2021	Exercices 2022 et ultérieurs
France	34,43 %	28,00 %	26,50 %	25,00 %
Taux d'impôt sur les Sociétés	Exercice 2017	Exercices 2018 et ultérieurs	Exercice 2017	Exercices 2018 et ultérieurs
Allemagne	28,25 %	28,25 %	Oman	12,00 %
Amérique	34,00 %	34,00 %	Kazakhstan	20,00 %
Angleterre	20,00 %	20,00 %	Russie	20,00 %
Italie	27,90 %	27,90 %	Singapour	17,00 %
Chine	25,00 %	25,00 %	Australie	30,00 %

Note n° 15 : Produits de l'activité courante

	France	Etranger	2017	2016
Ventes de marchandises	21 880	61 037	82 917	85 933
Production vendue :				
. de biens	40	4 686	4 726	4 584
. de services	320	1 523	1 843	722
Chiffre d'affaires	22 240	67 246	89 486	91 239
Subventions d'exploitation			567	536
Autres produits			4 910	5 123
Autres produits de l'activité courante			5 477	5 659
Total des produits de l'activité courante			94 963	96 898

Les « subventions d'exploitation » correspondent principalement aux crédits d'impôt recherche.

Note n° 16 : Charges opérationnelles courantes

		2017	2016
Production stockée		321	2 011
Production immobilisée		(49)	-
Achats de marchandises		7 853	9 038
Variations de stocks marchandises		(14)	(880)
Achats de matières premières et autres approvisionnements		20 306	18 728
Variations de stocks matières premières et autres approvisionnements		(913)	2 059
Autres achats et charges externes		24 723	20 460
Charges de personnel		33 293	31 402
Impôts, taxes et versements assimilés		1 578	2 163
Dotations aux amortissements et aux provisions :			
. Sur immobilisations - dotations aux amortissements	Note 4	3 722	3 596
. Sur actif courant - dotations aux provisions		30	789
. Pour risques et charges - dotations aux provisions		(148)	94
Autres charges		756	1 620
Total des charges opérationnelles courantes		91 458	91 080

Note n° 17 : Résultat financier

		2017	2016
Intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie		288	373
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		102	159
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		390	532
Charges d'intérêts sur opérations de financement		184	318
Coût de l'endettement financier brut		184	318
Coût de l'endettement financier net		206	214
Revenus des titres non consolidés		-	-
Produits financiers d'actualisation		10	488
Gains de change		3 760	3 066
Autres produits financiers		57	6
Total des autres produits financiers		3 827	3 560
Charges financières d'actualisation		446	-
Pertes de change		4 954	2 364
Autres charges financières		343	89
Total des autres charges financières		5 743	2 453
Résultat des autres produits et charges financiers		(1 916)	1 107
Résultat financier		(1 710)	1 321

Note n° 18 : Informations sectorielles

18.1. Ventilation des immobilisations par secteurs d'activité

	Au 31.12.2017			Au 31.12.2016			
	Pompes	Autres activités	Total	Extrusion	Pompes	Autres activités	Total
Ecart d'acquisition (1)	5 426	-	5 426	-	5 959	-	5 959
Sous-total incorporelles	7 337	26	7 363	12 085	7 449	26	19 560
Terrains et constructions	16 122	4 890	21 012	23 511	17 745	2 582	43 838
Matériels industriels et divers	38 985	190	39 175	192 705	39 555	186	232 446
Immobilis. corporelles en cours	151	-	151	2 257	380	-	2 637
Avances et acomptes	-	-	-	152	-	-	152
Sous-total corporelles	55 258	5 080	60 338	218 625	57 680	2 768	279 073
Valeurs brutes	68 021	5 106	73 127	230 710	71 088	2 794	304 592
Amortissements / Dépréciations cumulés	36 494	584	37 078	190 654	34 393	281	225 328
Valeurs nettes	31 527	4 522	36 049	40 056	36 695	2 513	79 264
Dotations de l'exercice	3 476	246	3 722	14 229	3 295	47	17 571
Total bilan par secteurs d'activité	197 860	99 431		85 620	206 171	121 176	

(1) concerne PCM Group UK Ltd., Amik Oilfield Equipment & Rentals Ltd. et Sydex Srl

Des terrains et constructions, propriété de Gévelot S.A. et mis à la disposition des Filiales, ont été affectés au Secteur Pompes pour 1,1 M€.

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2017 à :

Pompes / Technologie des Fluides :	1 010 K€
Autres activités :	4 K€
	<hr/> 1 014 K€

Le total des investissements incorporels et corporels s'est élevé en 2016 à :

Extrusion à froid & Usinage :	6 331 K€
Pompes / Technologie des Fluides :	4 598 K€
Autres activités :	3 K€
	<hr/> 10 932 K€

18.2. Variation des passifs financiers par secteurs d'activité

	01.01.2017	Remboursements	Nouveaux emprunts	Variations de périmètre et conversions	31.12.2017
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (dont location-financement)					
Pompes / Technologie des Fluides	19 738	(8 221)	268	(110)	11 675
Autres activités	1 135	(74)	-	-	1 061
Sous-total	20 873	(8 295)	268	(110)	12 736
Emprunts et dettes financières divers	190	(33)	42	-	199
Découverts bancaires					
Pompes / Technologie des Fluides	22	(22)	12	-	12
Autres activités	2	(2)	-	-	-
Sous-total	24	(24)	12	-	12
Total	21 087	(8 352)	322	(110)	12 947

18.3. Chiffres d'affaires consolidés par secteurs d'activité

	2017			2016		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Pompes / Technologie des fluides	89 352	51 380	140 732	91 134	54 965	146 099
Autres activités	134	2 021	2 155	105	2 180	2 285
Éliminations et réconciliations	-	(53 401)	(53 401)	-	(57 145)	(57 145)
Total	89 486	-	89 486	91 239	-	91 239

18.4. Résultats par secteurs d'activité

Résultat opérationnel courant

	2017			2016		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Pompes / Technologie des fluides	5 534	(528)	5 006	7 884	(512)	7 372
Autres activités	(2 029)	528	(1 501)	(2 066)	512	(1 554)
Total	3 505	-	3 505	5 818	-	5 818

Transition du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel	Pompes	Autres activités	Total 2017	Total 2016
Résultat opérationnel courant	5 006	(1 501)	3 505	5 818
Produits sur renégociation contractuelle	22 056	-	22 056	9 487
Autres produits opérationnels	5	73	78	19
Litiges	(26)	(800)	(826)	(48)
Autres charges opérationnelles	(209)	1	(208)	(42)
Résultat opérationnel	26 832	(2 227)	24 605	15 234

Résultat opérationnel

	2017			2016		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Pompes / Technologie des fluides	27 360	(528)	26 832	17 298	(512)	16 786
Autres activités	(2 755)	528	(2 227)	(2 064)	512	(1 552)
Total	24 605	-	24 605	15 234	-	15 234

Résultat courant avant impôts des entreprises intégrées

	2017			2016		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Pompes / Technologie des fluides	25 523	(529)	24 994	17 672	(512)	17 160
Autres activités	(2 628)	529	(2 099)	(1 117)	512	(605)
Total	22 895	-	22 895	16 555	-	16 555

Résultat net des activités poursuivies

	2017			2016		
	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total	Hors Groupe	Intra-Groupe	Total
Pompes / Technologie des fluides	16 217	(347)	15 870	13 316	(336)	12 980
Autres activités	(1 732)	347	(1 385)	1 832	336	2 168
Total	14 485	-	14 485	15 148	-	15 148

18.5. Ventilation des immobilisations par zones géographiques

	Au 31.12.2017				Au 31.12.2016			
	France	Allemagne	Autres pays	Total	France	Allemagne	Autres pays	Total
Ecart d'acquisition ⁽¹⁾	-	-	5 426	5 426	-	-	5 959	5 959
Sous-total incorporelles	7 009	16	338	7 363	14 656	4 419	485	19 560
Terrains et constructions	15 147	-	5 865	21 012	26 563	10 910	6 365	43 838
Matériel industriels et divers	28 756	30	10 389	39 175	164 669	55 599	12 178	232 446
Immobil. corporelles en cours	151	-	-	151	2 619	18	-	2 637
Avances et acomptes	-	-	-	-	152	-	-	152
Sous-total corporelles	44 054	30	16 254	60 338	194 003	66 527	18 543	279 073
Valeurs brutes	51 063	46	22 018	73 127	208 659	70 946	24 987	304 592
Amortissements / Dépréciations cumulés	26 989	37	10 052	37 078	159 762	55 141	10 425	225 328
Valeurs nettes	24 074	9	11 966	36 049	48 897	15 805	14 562	79 264
Dotations de l'exercice ⁽²⁾	2 675	3	1 044	3 722	11 607	4 971	993	17 571

⁽¹⁾ concerne PCM Group UK Ltd., Amik Oilfield Equipment & Rentals Ltd. et Sydex Srl

⁽²⁾ les dotations 2016 incluent les montants du Secteur Extrusion pour 13 975 K€ (France : 8 928 K€, Allemagne : 4 969 K€ et Autres pays : 78 K€)

18.6. Chiffres d'affaires consolidés par zones géographiques

	2017		2016	
France	22 240	24,9 %	22 045	24,2 %
. Allemagne	2 382		4 170	
. Autres pays de l'Union Européenne	13 333		9 006	
. Autres pays d'Europe	2 903		4 416	
. Amérique	23 662		20 248	
. Autres zones géographiques	24 966		31 354	
Etranger	67 246	75,1 %	69 194	75,8 %
Total	89 486	100,0 %	91 239	100,0 %

Note n° 19 : Recherche et développement

Pour l'ensemble du Groupe, les dépenses de Recherche et Développement se sont élevées à 1 890 K€. Sur ces dépenses, 49 K€ ont été activés dans le cadre des dispositions de la Norme IAS 38.

Note n° 20 : Instruments financiers

	31.12.2017		Ventilation par catégorie d'instruments ⁽¹⁾				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs détenus en vue de la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	449	449	-	-	449	-	-
Créances clients et comptes rattachés	47 544	47 544	-	-	47 544	-	-
Autres débiteurs	4 350	4 350	-	-	4 350	-	-
Actifs financiers courants	68 105	68 105	67 700	-	405	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	107 112	107 112	107 112	-	-	-	-
Actifs	227 560	227 560	174 812	-	52 748	-	-
Passifs financiers non courants	9 883	9 883	-	-	-	9 883	-
Dettes fournisseurs d'exploitation	11 189	11 189	-	-	11 189	-	-
Dettes fournisseurs d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-
Autres crébiteurs	64 063	64 063	-	-	64 063	-	-
Passifs financiers courants	3 064	3 064	-	-	-	3 015	49
Passifs	88 199	88 199	-	-	75 252	12 898	49

⁽¹⁾ Aucune reclassification entre catégories d'instruments financiers n'a été réalisée en cours d'exercice.

	31.12.2016		Ventilation par catégorie d'instruments ⁽¹⁾				
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs détenus en vue de la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
- Actifs financiers non courants	1 492	1 492	-	-	1 492	-	-
- Créances clients et comptes rattachés	74 317	74 317	-	-	74 317	-	-
- Autres débiteurs	6 001	6 001	-	-	6 001	-	-
- Actifs financiers courants	41 387	41 387	41 270	-	117	-	-
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	106 992	106 992	106 992	-	-	-	-
Actifs	230 189	230 189	148 262	-	81 927	-	-
- Passifs financiers non courants	21 946	21 946	-	-	-	21 946	-
- Dettes fournisseurs d'exploitation	21 437	21 437	-	-	21 437	-	-
- Dettes fournisseurs d'immobilisations	1 108	1 108	-	-	1 108	-	-
- Autres crébiteurs	76 824	76 824	-	-	76 824	-	-
- Passifs financiers courants	18 736	18 736	-	-	-	18 104	632
Passifs	140 051	140 051	-	-	99 369	40 050	632

⁽¹⁾ Aucune reclassification entre catégories d'instruments financiers n'a été réalisée en cours d'exercice.

La juste valeur de la « trésorerie et équivalents de trésorerie » est assimilée à leur valeur comptable compte tenu de leur maturité très courte. Les « actifs financiers courants » comptabilisés en juste valeur par résultat correspondent aux comptes à terme reclassés du fait de leur exclusion de la trésorerie.

Actifs et passifs financiers classés en « prêts, créances et autres dettes » :

- Les « actifs financiers non courants » et les « actifs financiers courants » sont évalués au coût amorti.
- La juste valeur des « créances clients et comptes rattachés » et des « autres débiteurs », ainsi que des « dettes fournisseurs d'exploitation », des « dettes fournisseurs d'immobilisations » et des « autres crébiteurs » est assimilée à leur valeur au bilan, y compris des éventuelles dépréciations, compte tenu de leurs échéances très courtes de paiement.

Les « passifs financiers non courants » et les « passifs financiers courants » sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les instruments dérivés s'entendent des outils financiers utilisés par la société pour couvrir ses risques de change. Les contrats de change consistent en achats et ventes à terme de devises.

Gestion des risques financiers

Hormis sur ses emprunts à taux variables, le Groupe n'a pas de risque de marché significatif sur ses dettes et créances financières et sur ses valeurs mobilières de placement. Le portefeuille de valeurs mobilières de placement du Groupe est essentiellement constitué de placements monétaires. Le Groupe possède quelques valeurs mobilières de placement partiellement basées sur des actions mais pour lesquelles le risque de perte de valeur est globalement négligeable au regard des très faibles durées de détention et des garanties fournies. Les taux de rémunération sont voisins de ceux du marché.

Le Groupe rencontre quelques risques de change dans ses exportations. Ces risques, lorsqu'ils sont significatifs, sont généralement couverts par des opérations de couverture de change (achats/ventes de devises à terme).

Dans le cadre de la gestion du risque de liquidité et afin de financer les projets de développements, le Groupe poursuit une politique de refinancement proactive et de gestion prudente de la trésorerie. Au 31 décembre 2017, la Structure financière nette est positive et s'élève à 162 270 K€.

Le Rapport de Gestion donne des informations complémentaires sur la gestion des risques du Groupe.

Instruments financiers - hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont de niveau 1 (prix cotés sur le marché).

Note n° 21 : Contrats de location

Type de Contrat	Total des paiements futurs	Valeur actuallisée	Valeur nette des sous-jacents	Devise	Durée résiduelle moyenne	< 1 an			> 1 an et < 5 ans		Taux d'intérêt	Taux d'actualisation
						< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans				
Location simple - Exploitation	1 272	1 242		Euro	4 ans	526	601	145	n/a	1,50 %		
Location simple - Hors Exploitation	741	727		Euro	2 ans	371	370	-	n/a	1,50 %		
Location-financement	2 916	2 824	3 658	Euro	6 ans	618	1 568	730	2,20%	1,50 %		

Les contrats de location simples sont des contrats de location de durées comprises entre 3 ans et 10 ans.

L'Exploitation s'entend essentiellement des locations d'espaces de stockage et d'engin de manutention.

Le Hors exploitation comprend les parcs de matériels informatiques et de machines de bureau ainsi que les véhicules de société.

La Location-financement correspond pour la très grande part à du matériel de production (matériel industriel).

Il a été comptabilisé une charge d'environ 0,8 Million d'Euros sur l'exercice 2017 au titre des contrats de location simple.

Note n° 22 : Rémunération des dirigeants

	2017	2016
Avantages à court terme (hors charges sociales)	663	614
Charges sociales	194	193
Total	857	807

Les Dirigeants sont les Membres du Conseil d'Administration et de la Direction Générale de Gévelot S.A..

La rémunération comprend le salaire brut, les primes, les avantages en nature et les jetons de présence.

Les Mandataires Sociaux ne bénéficient d'aucun système spécifique de retraite.

Note n° 23 : Effectif moyen

	2017	2016
Dirigeants et Cadres	273	259
Agents de maîtrise, employés et ouvriers	1 039	998
Total	1 312	1 257
Personnel intérimaire	138	111

Note n° 24 : Engagements hors bilan

Engagements donnés

	2017	2016
Avals, cautions et garanties	6 264	3 115
Total	6 264	3 115

Engagements reçus

	2017	2016
Avals, cautions et garanties	-	-
Total	-	-

Note n° 25 : Entreprises liées

Les transactions avec les Parties liées Personnes physiques (Administrateurs, Mandataires Sociaux et les Membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif.

Note n° 26 : Honoraires des Commissaires aux Comptes et des Membres de leurs réseaux

(en euros)	PRICEWATERHOUSECOOPERS				RSM PARIS			
	2017		2016		2017		2016	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit								
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	88 325	100%	102 500	100%	37 500	100%	-	-
<i>Emetteur</i>	44 500	50%	59 500	58%	37 500	100%	-	-
<i>Filiales intégrées globalement</i>	43 825	50%	43 000	42%	-	0%	-	-
Services autres que la certification des comptes	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Emetteur</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Filiales intégrées globalement</i>	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	88 325	100%	102 500	100%	37 500	100%	-	-

Note n° 27 : Activités abandonnées

Référentiel I.F.R.S. COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice 2017		Exercice 2016
	Montant	%	
Chiffre d'affaires	97 534		105 094
Résultat opérationnel courant	6 549		7 117
Résultat opérationnel	6 458		(1 030)
Résultat financier	(432)		(525)
Impôts sur les résultats	(1 889)		973
Résultat après impôt des activités abandonnées	4 137		(582)
Moins-value de cession des activités abandonnées	(16 676)		-
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	(12 539)		(582)

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	31.12.2017	31.12.2016
Résultat net des activités abandonnées	(12 539)	(582)
Flux net de trésorerie provenant des activités	8 497	13 406
Flux net de trésorerie sur investissements	(6 577)	(6 227)
Flux net de trésorerie sur opérations de financement	(655)	(1 620)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	1 265	5 559

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés Exercice clos le 31 décembre 2017

GEVELOT SA
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

A l'Assemblée Générale de la société GEVELOT SA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société GEVELOT SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des Articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La Note 1.D. « Modifications apportées aux comptes antérieurement publiés » de l'annexe aux comptes consolidés précise que suite à la cession du secteur Extrusion le Groupe a appliqué les dispositions relatives aux « activités abandonnées » de la norme IFRS 5. Le résultat de ce secteur est donc présenté séparément sur une ligne distincte du compte de résultat consolidé et les comptes 2016 ont été modifiés en conséquence. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié de l'application de cette norme et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous avons vérifié sa correcte mise en œuvre.

La Note 1.B. « Faits significatifs » de l'annexe aux comptes consolidés précise les traitements comptables retenus consécutivement à la dénonciation d'un contrat de distribution . Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous nous sommes assurés du caractère approprié des traitements comptables ainsi exposés et de la pertinence des informations fournies à ce titre dans les notes de l'annexe.

Vérification des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'Article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 avril 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Yan Ricaud

RSM Paris
Stéphane Marie

RSM Paris
Régine Stéphan

Comptes Sociaux au 31 décembre 2017

Bilan au 31 décembre 2017

ACTIF

(en milliers d'euros)	Montant brut au 31.12.2017	Amortissements ou Dépréciations	Montant net au 31.12.2017	Montant net au 31.12.2016
ACTIF IMMOBILISÉ (I)				
Immobilisations incorporelles (A)				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	26	25	1	2
Total A	26	25	1	2
Immobilisations corporelles (B)				
Terrains	1 456	-	1 456	2 478
Constructions	3 148	1 430	1 718	5 103
Autres	190	129	61	78
Immobilisation corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Total B	4 794	1 559	3 235	7 659
Immobilisations financières (C) ⁽¹⁾				
Participations	6 515	-	6 515	42 985
Créances rattachées à des participations	-	-	-	1
Prêts	594	-	594	241
Autres ⁽³⁾	9	-	9	10 318
Total C	7 118	-	7 118	53 545
Total Actif immobilisé (I) (A + B + C)	11 938	1 584	10 354	61 206
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances (2)				
Créances clients et comptes rattachés	160	-	160	180
Autres	1 205	-	1 205	5 835
Valeurs mobilières de placement	59 569	-	59 569	47 970
Disponibilités	28 592	-	28 592	12 820
COMPTES DE RÉGULARISATION				
Charges constatées d'avance ⁽²⁾	10	-	10	29
Total Actif circulant (II)	89 536	-	89 536	66 834
Écarts de conversion actif (III)				
Total général (I + II + III)	101 474	1 584	99 890	128 040

⁽¹⁾ Dont à moins d'un an 405 27

⁽²⁾ Dont à plus d'un an 455 852

⁽³⁾ Dont actions propres - 10 309

PASSIF

(en milliers d'euros)

	Avant affectation		Après affectation	
	Montant net au 31.12.2017	Montant net au 31.12.2016	Montant net au 31.12.2017 ^(a)	Montant net au 31.12.2016 ^(b)
CAPITAUX PROPRES (I)				
Capital	28 718	31 262	28 718	31 262
Prime d'émission, de fusion, d'apport	-	-	-	-
Écarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves :				
. Réserve légale	2 872	3 184	2 872	3 184
. Autres	49 547	57 000	49 547	57 000
Report à nouveau	17 328	9 735	12 870	17 328
Résultat de l'exercice	(2 981)	9 070	-	-
Sous-total : situation nette	95 484	110 251	94 007	108 774
Subvention d'investissement	-	-	-	-
Provisions réglementées	1 063	3 565	1 063	3 565
Total de l'ensemble des Capitaux Propres (I)	96 547	113 816	95 070	112 339
PROVISIONS (II)				
Provisions pour risques	-	-	-	-
Provisions pour charges	800	11 383	800	11 383
Total Provisions (II)	800	11 383	800	11 383
DETTES (III) ⁽¹⁾				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽²⁾	-	2	-	2
Emprunts et dettes financières divers	77	379	77	379
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	122	102	122	102
Dettes fiscales et sociales	983	1 061	983	1 061
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	3	-	3
Autres dettes	1 333	1 259	2 810	2 736
Produits constatés d'avance	28	35	28	35
Total Dettes (III)	2 543	2 841	4 020	4 318
Ecarts de conversion passif (IV)	-	-	-	-
Total général (I + II + III +IV)	99 890	128 040	99 890	128 040

⁽¹⁾ dont à plus d'un an 69 379 69 379
 dont à moins d'un an 2 474 2 462 3 951 3 939

⁽²⁾ dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques - 2 - 2

a) Après répartition soumise à l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2018.

b) Après répartition décidée par l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2017.

Résultat 2017

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)	2017	2016
PRODUITS D'EXPLOITATION (I)		
Prestations de services	2 155	2 285
Montant net du chiffre d'affaires	2 155	2 285
Autres produits	420	438
Total des produits d'exploitation (I) ⁽¹⁾	2 575	2 723
CHARGES D'EXPLOITATION (II)		
Autres achats et charges externes	716	736
Impôts, taxes et versements assimilés	437	494
Salaires et traitements	556	501
Charges sociales	249	236
Dotations aux amortissements sur immobilisations	235	261
Dotations aux dépréciations sur immobilisations	-	-
Autres charges	70	70
Total des charges d'exploitation (II) ⁽²⁾	2 263	2 298
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	312	425
PRODUITS FINANCIERS (III)		
De participations ⁽³⁾	1 502	6 002
Autres intérêts et produits assimilés ⁽³⁾	291	385
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	84	581
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	-	-
Total des produits financiers (III)	1 877	6 968
CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
Dotations aux amortissements et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées ⁽⁴⁾	2	-
Différences négatives de change	208	-
Total des charges financières (IV)	210	-
2 - RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	1 667	6 968
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II) + (III - IV)	1 979	7 393
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	313	16
Produits exceptionnels sur opérations en capital	23 877	9
Reprises sur provisions et transferts de charges	24 732	61
Total des produits exceptionnels (V)	48 922	86
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 655	-
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	51 255	7
Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions	1 059	685
Total des charges exceptionnelles (VI)	53 969	692
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	(5 047)	(606)
Impôts sur les bénéfices (VII)	(87)	(2 283)
Total des produits (I + III + V)	53 374	9 777
Total des charges (II + IV + VI + VII)	56 355	707
5 - RÉSULTAT NET	(2 981)	9 070

⁽¹⁾ Dont produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs

(3) (13)

⁽²⁾ Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs

(11) (8)

⁽³⁾ Dont produits concernant les entreprises liées

1 507 6 017

⁽⁴⁾ Dont intérêts concernant les entreprises liées

- -

Tableaux de flux de trésorerie 2017

FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers d'euros)	2017	2016
OPÉRATIONS D'ACTIVITÉ		
Résultat net	(2 981)	9 070
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et dépréciations	(10 353)	261
- Provisions	(13 085)	624
- Plus-values de cession, nettes d'impôt	27 706	(1)
Marge brute d'autofinancement	1 287	9 954
- Variation des stocks et en-cours		-
- Variation des clients	20	(111)
- Variation des fournisseurs	20	(29)
- Autres variations	4 638	(348)
Variation du besoin en fonds de roulement	4 678	(488)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	5 965	9 466
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(4)	(3)
- Acquisitions et augmentations d'immobilisations financières	(383)	(501)
Sous-Total	(387)	(504)
- Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles nettes d'impôt	4 849	8
- Cessions et diminutions d'immobilisations financières	18 728	33
Sous-Total	23 577	41
Investissements nets de la période	23 190	(463)
Variation du besoin en fonds de roulement et divers	(3)	(8)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	23 187	(471)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
- Augmentations/(réduction) de capital		-
- Dividendes attribués aux actionnaires de la société	(1 477)	(1 477)
- Autres distributions	-	-
Total	(1 477)	(1 477)
- Variations des emprunts et dettes financières	(302)	6
- Variation du besoin en fonds de roulement et divers		-
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(1 779)	(1 471)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	27 373	7 524
Trésorerie à l'ouverture	60 788	53 264
Trésorerie à la clôture	88 161	60 788
	27 373	7 524

Annexe des Comptes Sociaux au 31 décembre 2017

Cette Annexe complète et commente le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2017, dont le total est de 99 890 021,78 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 53 373 670,43 euros et qui dégage une perte de 2 981 501,75 euros.

Les notes n° 1 à 19, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels (sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros).

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 12 avril 2018 par le Conseil d'Administration.

Note n° 1 : Principes Comptables et Règles d'établissement des Comptes Sociaux

Les états financiers ont été établis en conformité avec les principes généraux d'établissement et de présentation des comptes définis par le code de commerce et le règlement ANC n° 2016-07 du 04 Novembre 2016 homologué par arrêté du 26 décembre 2016.

a) Principales méthodes utilisées

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels qui sont amortis en linéaire sur 3 à 15 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition hors coûts d'emprunt) à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet de réévaluations légales.

Depuis le 01 janvier 2005, la société applique les dispositions des Règlements sur les Actifs relatifs respectivement à leurs amortissements, dépréciation (Règlement C.R.C. n° 2002-10) et à leur définition, évaluation et comptabilisation (Règlement C.R.C. n° 2004-06).

Gévelot SA, par exception au principe de l'application générale rétrospective, a alors retenu, comme le prévoient les dispositions de première application des nouvelles règles, l'approche prospective dite : méthode de réallocation des valeurs nettes comptables.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation prévue, sur la base du montant d'acquisition déduction faite de la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée d'utilisation.

Les durées d'utilisation prévues sont :

- constructions à usage de bureau : linéaire 40 ans,
- constructions à usage industriel : linéaire 50 ans,
- autres immobilisations corporelles : linéaire 5 à 20 ans.

Il est précisé ci-dessous, les immobilisations qui ont fait l'objet d'une décomposition et les modalités qui ont été appliquées :

- Constructions

- Structure : linéaire 40 et 50 ans,
- Aménagements et agencements : linéaire 20 à 30 ans,
- Ravalement : linéaire 10 ans,
- Etanchéité : linéaire 20 ans.

Dépréciation des actifs

Lorsqu'il existe un indice qu'un actif ou un groupe d'actifs ait pu perdre de la valeur, il est procédé à un test de dépréciation.

Un actif ou groupe d'actifs fait l'objet d'une dépréciation lorsque sa valeur nette comptable est supérieure à sa valeur actuelle.

La valeur actuelle d'un actif ou groupe d'actifs est la valeur la plus élevée entre son prix de vente net et la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation.

Participations

Les participations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport sauf réévaluation légale.

Cette valeur comptable est comparée à la quote-part détenue dans les capitaux propres comptables de la société concernée.

Lorsque cette quote-part est inférieure à la valeur comptable, il est réalisé une analyse complémentaire visant à estimer la valeur d'utilité de la participation en fonction de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'utilité ainsi déterminée est inférieure à la valeur comptable de la participation concernée, une dépréciation est constituée pour le montant de la différence entre ces deux valeurs.

Autres éléments constitutifs de l'actif

A la clôture, la valeur nette comptable des éléments d'actifs, autres que les immobilisations incorporelles et corporelles, est comparée à leur valeur actuelle à la même date.

Lorsque cette valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est pratiquée pour la différence.

Valeurs mobilières de placement

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Lorsque la valeur liquidative ou de cession probable à la clôture de l'exercice est inférieure à celui-ci, une dépréciation est constituée pour la différence.

La valeur de marché des valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2017, constituées principalement de dépôts à terme et de bons à moyen terme négociables, s'élève à 60 M€.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont enregistrées dès leur octroi au passif du bilan dans le poste «Subventions d'investissement» faisant partie des capitaux propres. Elles sont constatées en résultat exceptionnel au même rythme que les dotations aux amortissements des immobilisations qu'elles ont contribué à financer.

Dans le cas de subventions partielles, elles sont reprises pour un montant égal à la dotation fiscale aux amortissements affecté du rapport subvention sur immobilisation.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées figurant au bilan correspondent aux amortissements dérogatoires sur immobilisations incorporelles et corporelles. La contrepartie des mouvements de ces provisions est inscrite au Compte de Résultat dans les charges et produits exceptionnels.

Les amortissements dérogatoires résultent essentiellement d'un différentiel de durée.

Provisions

Les provisions correspondent à des risques et charges identifiés de manière spécifique conformément au Plan Comptable Général.

b) Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 1995, la Société Gévelot SA a opté pour le régime fiscal de Groupe. Elle est à ce titre seule redevable de l'impôt dû sur le Résultat d'ensemble. En application des Conventions d'intégration fiscale conclues avec les Sociétés du périmètre d'intégration, chaque Société comptabilise la charge d'impôt comme en l'absence d'intégration.

Le Groupe est formé de la Société-Mère, Gévelot SA. « tête de Groupe » et des filiales françaises suivantes : PCM SA, PCM Europe SAS, PCM Manufacturing France SAS et PCM Technologies SAS. La société Gévelot Extrusion SA est sortie du périmètre à effet au 1^{er} janvier 2017 du fait de sa cession.

Le produit net d'impôt de 87 K€ comprend :

- l'impôt sur le résultat propre à Gévelot SA	- 997 K€
- le produit d'impôt lié aux entités intégrées dans le Groupe d'intégration fiscale	+ 1 084 K€

c) Retraites

A leur départ en retraite, les Membres du personnel perçoivent des indemnités conventionnelles ou contractuelles. Les engagements correspondants sont pour une large part couverts par une assurance. La quote-part résiduelle non couverte n'est pas comptabilisée et figure en conséquence en engagements hors bilan.

Note n° 2 : Immobilisations et amortissements

Rubriques et postes	Immobilisations				Amortissements et dépréciations				
	Valeur brute au début de l'exercice 2017	Augmentations	Transferts	Diminutions	Valeur brute à la fin de l'exercice 2017	Cumulés au début de l'exercice 2017	Augmentations	Diminutions	Cumulés à la fin de l'exercice 2017
Immobilisations incorporelles									
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	26	-	-	-	26	24	1	-	25
Total	26	-	-	-	26	24	1	-	25
Immobilisations corporelles									
Terrains	2 635	-	-	(1 179)	1 456	157	3	(160)	-
Constructions	14 754	-	-	(11 606)	3 148	9 651	210	(8 431)	1 430
Autres immobilisations corporelles	186	4	-	-	190	108	21	-	129
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	17 575	4	-	(12 785)	4 794	9 916	234	(8 591)	1 559
Immobilisations financières									
Participations	53 573	3	-	(47 061)	6 515	10 588	-	(10 588)	-
Créances rattachées à des participations	1	-	-	(1)	-	-	-	-	-
Prêts	241	380	-	(27)	594	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	10 318	-	-	(10 309)	9	-	-	-	-
Total	64 133	383	-	(57 398)	7 118	10 588	-	(10 588)	-

Les Terrains et Constructions correspondent principalement au 31 décembre 2017 à des bâtiments à usage de bureaux pour 3 051 K€ occupés par Gévelot SA ou mis à la disposition de ses Filiales ou de Tiers.

La baisse des terrains et constructions correspond à la cession des sites industriels occupés par Gévelot Extrusion SA à la société Walor International SAS pour 5,2 M€ sur une valeur nette comptable de 4,2 M€.

Conformément au principe énoncé en note n°1, Gévelot S.A. a comparé la valeur comptable des Titres de Participation à la quote-part des capitaux propres des sociétés concernées ou à la valeur d'utilité selon le cas. Cette analyse n'a pas conduit à constater de dépréciations.

La diminution des participations et des dépréciations correspond à la cession des actions de Gévelot Extrusion SA et des parts de Dold Kaltfliesspressteile GmbH.

La baisse des autres immobilisations financières correspond à la décision du Conseil d'Administration du 13 avril 2017 qui a procédé à l'annulation des 72 707 actions détenues en propre valorisées à 10 309 K€.

d) Faits significatifs

Le Conseil d'Administration du 13 avril 2017 a décidé de réduire le capital par annulation des 72 707 actions autodétenues (8,1 %). De ce fait, le nouveau capital de Gévelot s'élève à 28 717 500 €, soit 820 500 actions de 35 € de nominal.

Gévelot SA a conclu le 28 novembre 2017 un contrat de cession avec la société Walor International SAS. Ce contrat porte sur les actions détenues par Gévelot SA et les minoritaires dans Gévelot Extrusion SA et sur les parts sociales détenues dans Dold Kaltfliesspressteile GmbH (Allemagne) incluant sa filiale Chinoise. Ces cessions d'actions ont été réalisées moyennant un prix payé de 24 M€ incluant l'immobilier des sites industriels français, propriété de Gévelot SA, et sont assorties d'une garantie d'actif et de passif classique plafonnée à 4 M€ qui expirera fin 2019. L'impact sur le résultat 2017 est une perte de 5,7 M€ après impôts et les éléments figurent en résultat exceptionnel (cf Note n° 13).

Note n° 3 : Provisions

Rubriques et postes	Montant au début de l'exercice 2017	Augmentations		Diminutions		Montant à la fin de l'exercice 2017
		Montant utilisé au cours de l'exercice 2017	Montant non utilisé au cours de l'exercice 2017	Montant à la fin de l'exercice 2017		
Provisions réglementées						
Amortissements dérogatoires	3 565	259	(2 761) (a)	-	-	1 063
Total	3 565	259	(2 761)	-	-	1 063
Provisions pour risques						
Provisions pour risques sociaux	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-
Provisions pour charges						
Provision intra-groupe pour restitution d'impôt jugée probable dans le cadre de l'intégration fiscale	11 183	-	-	(11 183) (b)	-	-
Provision pour impôt	200	800 (c)	(200)	-	-	800
Total	11 383	800	(200)	(11 183)	800	

(a) La reprise des amortissements dérogatoires est liée pour 2 717 K€ aux actifs cédés à la société Walor International SAS.

(b) La reprise de provision intra-groupe pour restitution d'impôt correspond aux économies d'impôt générées par les déficits de Gévelot Extrusion SA pendant la période d'intégration fiscale et conservées par Gévelot SA suite à la cession des titres à la société Walor International SAS.

(c) La provision de 800 K€ correspond aux conséquences d'un contrôle fiscal en cours sur la Société Extrusion et dont Gévelot SA assumera la charge conformément aux accords avec la société Walor International SAS dans le cadre de la cession des titres de participations.

Note n° 4 : État des échéances des créances et des dettes

Rubriques et postes	Montant brut au 31.12.2017	Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus d'1 an
Créances			
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts (1)	594	405	189
Autres	9	-	9
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés (2)	160	160	-
Autres	1 205	750	455
Capital souscrit appelé, non versé	-	-	-
Charges constatées d'avance	10	10	-
Total	1 978	1 325	653
Dettes			
Emprunts et dettes auprès des Établissements de Crédit (3) (4)	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers (3) (5)	77	8	69
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (6)	122	122	-
Dettes fiscales et sociales	983	983	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés (6)	-	-	-
Autres dettes (7)	1 333	1 333	-
Produits constatés d'avance	28	28	-
Total	2 543	2 474	69

(1) Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice

380

27

(2) Dont effets de commerce

-

(3) Emprunts et dettes financières souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés et transférés en cours d'exercice

35

339

(4) Dont :

- à deux ans au maximum à l'origine
- à plus de deux ans à l'origine

-

-

(5) Dettes dont l'échéance est à plus de 5 ans

69

(6) Dont effets de commerce

-

(7) Dont envers les associés

-

Note n° 5 : Éléments concernant les Parties liées

Postes	Montant net au 31.12.2017
Avances et acomptes sur immobilisations	-
Participations	6 515
Créances rattachées à des participations	-
Prêts	-
Avances et acomptes versés sur commandes (actif circulant)	-
Créances clients et comptes rattachés	75
Autres créances	-
Capital souscrit appelé, non versé	-
Emprunts et dettes auprès des Etablissements de Crédit	-
Emprunts et dettes financières divers	19
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27
Dettes fiscales et sociales	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-
Autres dettes	1 333
Prestations de services	2 021
Autres produits d'exploitation	376
Autres achats et charges externes	22
Autres charges d'exploitation	70
Produits de participation	1 502
Autres produits financiers	5
Charges financières	-

Parties liées : ce sont les entreprises consolidées par la méthode d'intégration globale, les entités sous contrôle conjoint et influence notable et les dirigeants de la Société et les sociétés qu'ils contrôlent, ainsi que les membres de leur famille proche.

Note n° 6 : Réévaluation

Postes	Variations de la réserve de réévaluation au 31.12.2017				
	Montant au début de l'exercice 2017	Diminutions dues aux cessions	Autres variations	Montant en fin d'exercice 2017	Pour mémoire écart incorporés au capital
Terrains	-	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-	2 222
Réserve de réévaluation (1976)	-	-	-	-	(2 222)
Réserve spéciale de réévaluation (1959)	-	-	-	-	(431)
Ecart de réévaluation libre	-	-	-	-	-
Autres écarts : Ecarts de réévaluation des immobilisations plafonnées	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-

Note n° 7 : Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2017
Créances rattachées à des participations	-
Créances clients et comptes rattachés	66
Autres créances	312
Valeurs mobilières de placement	157
Total	535

Note n° 8 : Charges à payer

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant au 31.12.2017
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50
Dettes fiscales et sociales	703
Total	753

Note n° 9 : Charges et produits constatés d'avance

	Montant au 31.12.2017	
	Charges	Produits
Charges/Produits d'exploitation	10	28
Charges/Produits financiers	-	-
Charges/Produits exceptionnels	-	-
Total	10	28

Note n° 10 : Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice 2017	893 207	35,00
Actions émises pendant l'exercice	-	-
Actions remboursées pendant l'exercice	-	-
Actions annulées pendant l'exercice (cf. Note n° 2)	(72 707)	35,00
Modification de la valeur nominale par incorporation de réserves	-	-
Actions composant le capital social en fin d'exercice 2017	820 500	35,00

Soit un capital social de 28 717 500 euros

Note n° 11 : Tableau des variations des capitaux propres

Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2016 avant résultat	104 746
Affectation du résultat 2016 à la situation nette par l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2017	7 593
. Résultat 2016	9 070
. Dividendes distribués	(1 477)
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2017	112 339
Variations de l'exercice :	(12 811)
. Variation des primes, réserves, report à nouveau	-
. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	(2 502)
. Annulation des actions propres	(10 309)
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2017 avant résultat	99 528

Note n° 12 : Ventilation du chiffre d'affaires net

a) Répartition par secteurs d'activité

	Montant 2017	Montant 2016
Loyers	1 401	1 489
Services	754	796
Total	2 155	2 285

b) Répartition par marchés géographiques

	Montant 2017	Montant 2016
France	2 146	2 274
Allemagne	9	11
Total	2 155	2 285

Note n° 13 : Résultat exceptionnel

Les principaux éléments formant le résultat exceptionnel sont les suivants :

Rubriques	Montant 2017	Montant 2016
Provision intra-groupe pour restitution probable d'économie d'impôt dans le cadre de l'intégration fiscale	11 183	(408)
Amortissements dérogatoires	2 502	(216)
Moins-values de cession des actions Gévelot Extrusion et des parts Dold K.GmbH nettes de frais	(29 663)	-
Provisions sur titres de participation	10 588	-
Plus-values de cession des immobilisations corporelles	983	2
Provisions pour impôts	(800)	-
Divers nets	160	16
Total	(5 047)	(606)

Tous ces éléments, sauf le poste «divers nets», sont essentiellement liés à la cession de Gévelot Extrusion SA et Dold K. GbmH.

Note n° 14 : Impôts sur les bénéfices

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre le résultat courant et le résultat exceptionnel est la suivante :

Rubriques	Résultat avant impôt au 31.12.2017	Montant de l'impôt sur les bénéfices 2017	Résultat net au 31.12.2017
Résultat courant	1 979	202	1 777
Résultat exceptionnel	(5 047)	751	(5 798)
Contribution additionnelle sur les montants distribués	-	44	(44)
Incidence intégration fiscale	-	(1 084)	1 084
Total	(3 068)	(87)	(2 981)

Le taux d'impôt retenu est de 33 1/3 % pour 2017, de 28% pour 2018 à 2020, de 26,5% pour 2021 et de 25% à partir de 2022.

L'incidence sur l'imposition de l'exercice des évaluations fiscales dérogatoires, due aux amortissements dérogatoires est de 758 K€ (charge).

Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

La dette future d'impôts se trouvera accrue de 267 K€ au titre de la reprise des amortissements dérogatoires pour 1 063 K€.

Note n° 15 : Engagements hors bilan

	Montant au 31.12.2017
Engagements donnés :	
Garanties (a)	4 000
Engagements de crédit-bail	1 315
Engagements en matière de retraites	5
Total	5 320
Engagements reçus :	
Divers	-
Total	-
Engagements de crédit-bail :	Ensemble immobilier
	Total au 31.12.2017
Rubriques	
Valeurs d'origine H.T.	1 400
Amortissements	
Cumuls exercices antérieurs	-
Dotations de l'exercice	-
Total	-
Redevances payées H.T.	
Cumuls exercices antérieurs	466
Exercice	117
Total	583
Redevances restant à payer H.T.	
A un an au plus	117
A plus d'un an et cinq ans au plus	469
A plus de cinq ans	589
Total	1 175
Valeurs résiduelles H.T.	
A un an au plus	-
A plus d'un an et cinq ans au plus	-
A plus de cinq ans	140
Total	140
Montant pris en charge nette dans l'exercice	117

(a) concerne la garantie d'actif et de passif dans le cadre du contrat de cession conclu avec la société Walor International SAS

Engagements en matière de retraites (I.F.C.)

L'engagement en matière d'indemnités de fin de carrière est calculé pour chacune des catégories : employés, cadres, en fonction de l'ancienneté acquise et du salaire moyen, charges sociales comprises, selon la méthode des unités de crédit projetées, conformément à la Recommandation n° 2013-02 du 07 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables.

Le chiffre retenu, soit 5 K€, est égal au montant du passif social IFC (88 K€) diminué de la valeur du fonds au 31 décembre 2017 (83 K€) détenu par Axa France Vie dans le cadre d'un contrat permettant d'externaliser une partie de ces engagements.

Note n° 16 : Rémunération des Dirigeants

La rémunération globale des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait, indirectement à donner une rémunération individuelle.

Note n° 17 : Effectif moyen 2017

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	4	-
Agents de maîtrise et techniciens, employés	1	-
Total	5	-

Note n° 18 : Société consolidante

Gévelot S.A. est la société consolidante du Groupe Gévelot.

Note n° 19 : Filiales et participations au 31 décembre 2017

Sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en % (1)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la Société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice clos	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice
				Brutes	Nettes					
A - FILIALES										
(50 % au moins du capital détenu par la Société)										
PCM S.A. 6, boulevard Bineau 92300 Levallois-Perret	10 155	79 246	99,95%	6 515	6 515	-	-	1 599	13 018	1 502
B - PARTICIPATIONS										
(10 à 50 % du capital détenu par la Société)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Dont prêts de consommation

Résultat et Capitaux propres

Résultat de l'exercice et tableau des variations des Capitaux propres

Résultat de l'exercice

Total en milliers d'euros et en euros par action		2017	2016
Nombre d'actions au 31 décembre		820 500	893 207
Résultat comptable	K€	(2 981)	9 070
	€	(3,63)	10,15
Variation des capitaux propres hors opérations de structure	K€	(2 502)	347
	€	(3,05)	0,39
Dividende proposé	K€	1 477	1 477
	€	1,80	1,80

Tableau des variations des capitaux propres

(en milliers d'euros)	
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2016 avant résultat	104 746
Affectation du résultat 2016 à la situation nette par l'Assemblée Générale Mixte du 15 juin 2017	7 593
. Résultat 2016	9 070
. Dividendes distribués	(1 477)
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2017	112 339
Variations de l'exercice :	(12 811)
. Variation des primes, réserves, report à nouveau	-
. Variation des provisions réglementées et subventions d'équipement	(2 502)
. Annulation des actions propres	(10 309)
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2017 avant résultat	99 528
Affectation du résultat 2017 à la situation nette proposée à l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2018	(4 458)
. Résultat 2017	(2 981)
. Dividendes proposés	(1 477)
Capitaux propres après affectation proposée	95 070

Résultats financiers

Résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices

(Articles 133, 135 et 148 du Décret sur les Sociétés Commerciales)

(en euros)

Nature des indications	2017	2016	2015	2014	2013
I - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE	(^(*))		(^(*))		
a) Capital social	28 717 500,00	31 262 245,00	31 262 245,00	31 838 310,00	31 838 310,00
b) Nombre d'actions ordinaires existantes	820 500	893 207	893 207	909 666	909 666
c) Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
d) Nombre maximal d'actions futures à créer	-	-	-	-	-
d.1 par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
d.2 par exercice de droits de souscription	-	-	-	-	-
II - OPÉRATIONS ET RÉSULTAT DE L'EXERCICE					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	2 155 208,49	2 284 881,26	2 492 616,82	3 337 180,42	2 665 463,40
b) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	(26 506 414,95)	7 672 545,77	57 503 116,06	4 129 385,78	2 949 841,22
c) Impôt sur les bénéfices	(86 668,00)	(2 283 981,00)	(1 001 998,00)	(1 820 881,00)	(616 963,00)
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
e) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	(2 981 501,75)	9 070 458,66	57 074 060,85	375 269,16	277 367,33
f) Résultat distribué	1 476 900,00	1 476 900,00	1 476 900,00	1 607 772,60	1 619 020,80
III - RÉSULTAT PAR ACTION					
a) Résultat après impôts, participation des salariés mais avant amortissements et provisions	(32,20)	11,15	65,50	6,54	3,92
b) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	(3,63)	10,15	63,90	0,41	0,30
c) Dividende attribué à chaque action	1,80	1,80	1,80	1,80	1,80
IV - PERSONNEL					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	5	5	6	7	7
b) Montant de la masse salariale	555 744,14	501 253,84	552 746,60	671 467,28	651 781,65
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	249 393,27	235 691,75	251 904,35	318 070,31	299 317,51

(^(*)) Conformément à la décision du Conseil d'Administration du 15 octobre 2015, dans le cadre de l'autorisation qui lui a été donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 19 juin 2014, réduction de capital pour 576 065 € par voie d'annulation de 16 459 actions propres détenues par Gévelot S.A.

Le capital social se compose donc à fin 2015 de 893 207 actions de nominal 35 € chacune, soit 31 262 245 €.

(^(**)) Conformément à la décision du Conseil d'Administration du 13 avril 2017, dans le cadre de l'autorisation qui lui a été donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 15 octobre 2015, réduction de capital pour 2 544 745 € par voie d'annulation de 72 707 actions propres détenues par Gévelot S.A.

Le capital social se compose donc à fin 2017 de 820 500 actions de nominal 35 € chacune, soit 28 717 500 €.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

GEVELOT SA
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

A l'Assemblée Générale de la société GEVELOT SA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GEVELOT SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels» du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des Articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues notamment pour ce qui concerne les cessions des titres de participation réalisées dans l'exercice et l'évaluation de ceux détenus à la date de clôture.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'Article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'Article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 avril 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Yan Ricaud

RSM Paris
Stéphane Marie

RSM Paris
Régine Stéphan

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions Réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2017

Gévelot S.A.
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

A l'Assemblée Générale de la société GEVELOT SA

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il nous appartient, selon les termes de l'Article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'Article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'Article L. 225-38 du code de commerce.

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'assemblée générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Yan Ricaud

RSM Paris
Stéphane Marie

RSM Paris
Régine Stéphan

Rapport des commissaires aux comptes sur l'augmentation du capital réservée aux adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise (Assemblée du 20 juin 2018 - Neuvième résolution)

Gévelot S.A.
6, boulevard Bineau
92300 Levallois-Perret

A l'Assemblée Générale de la société GEVELOT SA

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les Articles L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation du capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription de 350 000 euros, réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise de votre société, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation du capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des Articles L. 225-129-6 du code de commerce et L. 3332-18 et suivants du code du travail.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 12 mois le pouvoir de fixer les modalités de cette opération et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions à émettre.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux Articles R. 225-113 et R. 225-114 du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription, et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation du capital proposée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre données dans le rapport du conseil d'administration.

Les conditions définitives de l'augmentation du capital n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'Article R. 225-116 du code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de l'utilisation de cette délégation par votre conseil d'administration.

Neuilly-sur-Seine et Paris, le 27 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Yan Ricaud

RSM Paris
Stéphane Marie

RSM Paris
Régine Stéphan

Résolutions

soumises à l'Assemblée Générale Mixte du 20 juin 2018

I – Résolutions à caractère ordinaire

Première Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et du Rapport des Commissaires aux Comptes, approuve ces Rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les Comptes Sociaux annuels 2017 qui font ressortir un résultat net déficitaire de 2 981 501,75 €.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, connaissance prise des Rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes, approuve les Comptes Consolidés annuels tels qu'ils sont présentés et faisant ressortir pour l'exercice 2017 un résultat net bénéficiaire de l'ensemble consolidé, part du Groupe, de 1,8 M€.

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale prend acte du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les Conventions et Engagements réglementés visés par l'Article L.225-38 du Code de Commerce et approuve lesdites opérations.

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale décide d'affecter

le déficit de l'exercice de	- 2 981 501,75 €
majoré du report à nouveau antérieur de	17 328 166,94 €
constituant le bénéfice distribuable de	14 346 665,19 €
comme suit :	
Dividende	1 476 900,00 €
	- 1 476 900,00 €
Solde du report à nouveau après affectation	12 869 765,19 €

Le dividende global s'élève donc à 1,80 € par action pour 820 500 actions soit 1 476 900 € et sera mis en distribution à partir du 27 juin 2018.

Conformément à l'Article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé que la totalité du dividende proposé est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques domiciliées fiscalement en France prévu à l'Article 158-3, 2° du Code Général des Impôts. Cet abattement n'est applicable qu'en cas d'option expresse, irréversible et globale pour une imposition selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu lors du dépôt de la déclaration annuelle des revenus du bénéficiaire. A défaut d'une telle option, le dividende à distribuer à ces personnes physiques domiciliées fiscalement en France entre dans le champ d'application du prélèvement forfaitaire unique (PFU) instauré par la loi de finances pour 2018 sans application de cet abattement de 40 %.

Avant la mise en paiement, le dividende est soumis aux prélèvements sociaux de 17,2 % et, sauf dispense dûment formulée par le contribuable, au prélèvement obligatoire non libératoire de 12,8 % prévu à l'Article 117 quater du Code Général des Impôts, à titre d'acompte de l'impôt sur le revenu.

En application de l'Article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'il a été procédé à la distribution des dividendes suivants au cours des trois derniers exercices, ces dividendes étant intégralement éligibles à l'abattement de 40 % mentionné à l'Article 158.3.2° du Code Général des Impôts :

Exercice	Net	Crédit d'impôt	Nombre d'actions servies	Nombre d'actions globales
2014	1,80	pm	893 207	909 666
2015	1,80	pm	820 500	893 207
2016	1,80	pm	820 500	820 500

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale donne aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur Mandat pour l'exercice 2017.

Sixième Résolution

Le mandat d'Administrateur de Madame Claudine BIENAIMÉ étant venu à expiration, l'Assemblée Générale renouvelle - sous réserve de l'adoption de la dixième Résolution - son mandat pour une durée de trois ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale 2021 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Septième Résolution

Le mandat d'Administrateur de Monsieur Charles BIENAIMÉ étant venu à expiration, l'Assemblée Générale renouvelle son mandat pour une durée de trois ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale 2021 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

Huitième Résolution

Le mandat d'Administrateur de Monsieur Pascal HUBERTY étant venu à expiration, l'Assemblée Générale renouvelle son mandat pour une durée de trois ans soit jusqu'à l'Assemblée Générale 2021 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2020.

II – Résolutions à caractère extraordinaire

Neuvième Résolution

Augmentation de Capital réservée aux Salariés

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de majorité et de quorum des Assemblées Générales Extraordinaires, connaissance prise du Rapport du Conseil d'Administration faisant apparaître que la participation du Personnel de la Société Gévelot et/ou des Sociétés qui lui sont liées au sens de l'Article L 225-180 du Code de Commerce représente au 31 décembre 2017 moins de 3 % du Capital Social, et du Rapport spécial des Commissaires aux Comptes et, conformément aux dispositions du Code de Commerce et, notamment des Articles L 225-129-6 alinéa 2, L 225-138-1 et suivants du Code de Commerce et L 3332-18 et suivants du Code du Travail :

- décide d'augmenter le Capital Social d'un montant de 350 000 €, par l'émission de 10 000 Actions d'un nominal de 35 € réservées aux Salariés, Adhérents à un Plan d'Epargne Entreprise à créer,

- décide que la présente décision emporte renonciation expresse des Actionnaires à leur droit préférentiel de souscription au profit des Salariés, Adhérents au Plan d'Epargne d'Entreprise établi par Gévelot et/ou les Sociétés qui lui sont liées dans les conditions prévues par les Textes en vigueur directement, ou par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) ou d'une SICAV d'Actionnariat Salarié (SICAVAS),
- décide que le prix des Actions à émettre, en application de la présente Résolution, ne pourra être, ni inférieur de plus de 20 % à la moyenne des cours côtés de l'Action lors des vingt séances de Bourse précédant la décision du Conseil d'Administration relative à la mise en œuvre de l'Augmentation de Capital et à l'émission d'Actions correspondante, ni supérieur à cette moyenne.

L'Assemblée délègue au Conseil d'Administration tous pouvoirs à l'effet de mettre en œuvre l'Augmentation de Capital faisant l'objet de la présente Résolution, notamment :

- décider si les Actions doivent être souscrites directement par les Salariés Adhérents au Plan d'Epargne du Groupe ou si elles devront être souscrites par l'intermédiaire d'un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) ou d'une SICAV d'Actionnariat Salarié (SICAVAS),
- arrêter la liste des bénéficiaires,
- arrêter le nombre d'Actions nouvelles à émettre et les règles de réduction applicables en cas de surscription,
- imputer les frais des augmentations de Capital Social sur le montant des primes afférentes à ces augmentations,
- apporter aux Statuts les modifications et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

La présente Délégation est consentie pour une durée de douze mois à compter du jour de la présente Assemblée.

Dixième Résolution

Prorogation de 78 à 85 ans de la limite d'âge pour exercer les fonctions d'Administrateur (Article 13 des Statuts)

L'Assemblée Générale des Actionnaires, connaissance prise du Rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires décide de porter de 78 à 85 ans la limite d'âge pour exercer les fonctions d'Administrateur et de modifier ainsi qu'il suit le deuxième alinéa de l'Article 13 des Statuts (Conseil d'Administration) qui devient ainsi rédigé :

Ancienne rédaction :

« L'âge limite pour les fonctions d'Administrateur est de 78 ans. »

Nouvelle rédaction :

« L'âge limite pour exercer les fonctions d'Administrateur est de 85 ans. »

III – Résolution à caractère ordinaire

Onzième Résolution

Pour faire toutes publications et dépôts prescrits par la Loi et généralement pour accomplir toutes formalités légales, tous pouvoirs sont donnés aux Porteurs d'originaux, de copies ou d'extraits des présentes.



Société Anonyme au capital de 28 717 500 euros

Siège social, Direction et Administration :

6, boulevard Bineau

92300 Levallois-Perret

562 088 542 RCS Nanterre - SIRET N° 562 088 542 00369

www.gevelot-sa.fr

